

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

République Togolaise

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA
ET LES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES
(C.N.L.S. – I.S.T.)

Travail-Liberté-Patrie



Rapport sur l'Evaluation des flux des Ressources et des Dépenses consacrées à la lutte contre le VIH et le Sida au Togo en 2023

REDES 2023

REMERCIEMENTS

Le Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNLS-IST adresse ses sincères gratitude :

- Au Président de la République, Président du Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (CNLS-IST), **Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE**, pour son leadership dans la lutte contre le VIH et le sida au Togo ;
- A la Première Ministre, **Madame Victoire Tomégah-Dogbé**, 1er vice-président du CNLS-IST pour son implication active dans la mise en œuvre des interventions dans la riposte nationale au VIH ;
- Au Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique, deuxième vice-Président du CNLS-IST pour son soutien permanent
- A tous les membres du Gouvernement pour leurs implications diverses à travers les noyaux antisida des départements ministériels ;
- A l'ensemble des partenaires techniques et financiers (bilatéraux et multilatéraux) et à l'ensemble des ONG internationales ;
- A l'ensemble des structures du ministère en charge de la santé notamment le Programme National de Lutte contre le Sida, les hépatites et les IST et aux directions régionales et préfectorales (ou districts) de la santé ;
- Au Country Coordinating Mechanism (CCM) ;
- A l'Unité de Gestion des projets du Fonds Mondial de lutte contre le Sida la tuberculose et le paludisme ;
- A la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels et Génériques (CAMEG) ;
- A l'ensemble des acteurs des autres départements ministériels (comités ministériels de lutte contre le Sida et les noyaux anti-sida, points focaux) ;
- A l'ensemble des acteurs de la société civile (notamment la Plateforme, UONGTO) ;
- A tous les acteurs du secteur confessionnel et du secteur privé ;
- A tous les acteurs de terrain ;
- Au personnel du Secrétariat Permanent du CNLS-IST, notamment le service de Planification et de suivi-évaluation qui travaille chaque année pour la production des rapports.

AVANT-PROPOS

L'élaboration du rapport sur les flux des ressources et dépenses consacrées à la réponse nationale au VIH chaque année constitue une occasion pour tous les acteurs d'apprécier de façon objective comment sont financées les interventions de la riposte nationale contre le VIH et le Sida au Togo. Depuis 2020, le Togo utilise l'outil REDES rénové de l'ONUSIDA qui donne des informations complémentaires et plus détaillées en termes de financement des services offerts aux populations cibles.

L'évaluation montre que les dépenses consacrées à la lutte contre le sida en 2023 sont **estimées à 25 184 643 343 F CFA**, soit un taux de mobilisation de 95% par rapport à l'année 2023 du PSN 2023-2026 .

Les dépenses proviennent principalement de deux sources de financement :

- Les Fonds Internationaux soit **85,58%** des dépenses
- Les fonds domestiques représentant (**14,42%**) des dépenses.

Les interventions qui absorbent le plus de ressources sont par ordre décroissant : les soins et traitements (**41,80%**), la gestion de programme et renforcement des systèmes (**29.68%**), la prévention (**14.84%**) **et** le conseil dépistage (**7.94%**).

Au cours de cette deuxième année de la mise en oeuvre du plan stratégique national de lutte contre le SIDA (PSN 2023-2026), nous avons observé une hausse des financements surtout extérieurs due principalement à la contribution du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et les financements du gouvernement américain à travers le programme PEPFAR. Aussi, nous avons constaté une légère augmentation des ressources domestiques pour l'année 2023 par rapport à 2022.

Les résultats de ce rapport montrent un bon alignement des ressources mobilisées sur les priorités nationales définies dans le Plan Opérationnel 2023-2026. Cet alignement

est remarquable depuis plusieurs années et est le fruit de la coordination de toutes les parties prenantes sur les interventions retenues dans le plan stratégique national de lutte contre le VIH et le SIDA. En effet c'est la mobilisation continue des ressources suffisantes et leur utilisation efficiente qui permettront d'enregistrer des résultats importants dans la marche du pays vers l'atteinte des objectifs 95-95-95 de l'ONUSIDA en 2025 prélude à l'atteinte de l'ODD3 (mettre fin au Sida) à l'horizon 2030.

Je saisis l'occasion pour remercier toutes les parties prenantes de la riposte nationale pour tous les efforts consentis à tous les niveaux dans la mobilisation des ressources et leurs allocations vers les interventions prioritaires et à haut impact.

Professeur Vincent P. PITCHÉ
Coordonnateur du SP/CNLS-IST

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	2
AVANT-PROPOS.....	3
LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET ENCADRES	7
ABREVIATIONS ET ACRONYMES	10
RESUME	12
1.1. Indicateurs socio-économiques et démographiques	16
1.2. Organisation du système de santé	17
1.3. Situation épidémiologique du VIH / sida.....	17
1.4. Justification de l'évaluation des flux des ressources et des dépenses à la riposte VIH / sida	20
1.5. Financement de la santé publique : quels sont les recettes et revenus qui permettent de financer la santé publique en général ?	20
1.6. Financement public du VIH / SIDA	21
1.7. But et Objectifs du REDES	21
2.METHODOLOGIE.....	22
2.1. APPROCHES ET CONCEPTS DU REDES.....	23
2.2 <i>Processus de collecte et d'analyse des données.....</i>	27
2.2.1 Mission d'information et de formation sur le nouvel outil REDES	27
2.2.2 Lettres d'information des différents acteurs (Société Civile, Partenaires, Secteur Public, Secteur Privé) et collecte des données	27
2.2.3 Formation des acteurs sur l'Outil REDES, sur le RTT4 et sur le DCT.....	27
2.2.4 Résultats de la collecte des données	27
2.2.5 Comment les données sont collectées	28
2.2.6 Traitement, analyse et validation des données	28
2.3 Rédaction du rapport	29
2.3.1 Validation et dissémination du rapport	29
2.3.2 Hypothèses retenues pour l'estimation des fonds domestiques	28
3.RESULTATS.....	30
3.1 Dépenses consacrées au VIH en 2023 et tendances de financements.....	31
3.2. Sources de dépense du VIH / SIDA.....	32
3.2.1. <i>Entités, Revenus et Schémas</i>	32
3.2.1.1. <i>Entités de financement</i>	32
3.2.1.2. <i>Revenus.....</i>	34
<i>Il s'agit entre autres des subventions par des agences internationales ou des États étrangers, ou des transferts volontaires (des dons) provenant d'organisations à but non lucratif ou de particuliers qui contribuent directement aux régimes nationaux de financement de la santé.....</i>	34
3.2.1.3. <i>Schémas</i>	35
3.2.2. <i>Dépenses domestiques</i>	36

3.2.3.	<i>Fonds Internationaux</i>	38
3.3.	Les agents de financement	40
3.4.	Fournisseurs de services de lutte contre le VIH / sida dans le pays	42
3.5.	Dépenses par catégorie d'interventions.....	42
3.5.1.	<i>Activités VIH</i>	43
3.5.2.	<i>Dépenses liées au VIH selon les régions sanitaires</i>	44
3.6.	Activités par entité de financement	46
3.6.1.	<i>Dépense des Fonds Publics</i>	46
3.6.2.	<i>Dépenses des Fonds Privés</i>	46
3.6.3.	<i>Dépense des Fonds Internationaux</i>	46
3.7.	Détails des Dépenses liées aux différentes activités	48
3.7.1.	<i>Dépenses de Prévention par catégorie d'intervention</i>	48
3.7.3.	<i>Ventilation des dépenses par activités de traitement du VIH</i>	49
3.7.4.	<i>Protection sociale</i>	52
3.7.5.	<i>Vecteurs sociaux</i>	53
3.7.6.	<i>Synergies de développement</i>	53
3.7.7.	<i>Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH)</i>	54
3.8.	Fournisseurs de services de lutte contre le VIH / sida dans le pays	54
3.9.	Bénéficiaires des dépenses consacrées au VIH / sida au Togo	54
3.9.1.	<i>Dépenses consacrées aux PVVIH</i>	56
3.9.2.	<i>Dépenses par activité pour les populations clés</i>	59
	<i>Tableau 24 : Evolution des dépenses par populations clés de 2018 à 2023 (en FCFA)</i>	61
3.9.3.	<i>Ventilation des dépenses consacrées aux activités en faveur des orphelins et des enfants vulnérables</i>	61
	<i>Tableau 28 : Dépenses consacrées aux activités pour les OEV en 2023</i>	61
3.9.4.	<i>Dépenses consacrées aux femmes</i>	62
3.9.5.	<i>Dépenses consacrées aux jeunes</i>	63
3.9.6.	<i>Dépenses liées aux activités pour les groupes vulnérables et accessibles</i>	64
3.10.	Comparaison des dépenses de la NASA avec les estimations du PSN	64
3.11.	Options de financement pour le PSN	65
4.	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	65
4.1.	Conclusion	66
4.2.	Perspectives	66

LISTE DES TABLEAUX, FIGURES ET ENCADRES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2: Définition des éléments de la taxonomie REDES.....	24
Tableau 3: Nombre de structure ayant envoyé les rapports REDES en 2023	28
Tableau 4: Récapitulatif des dépenses par Entités de financement en 2023 en FCFA:.....	34
Tableau 5: Répartition des revenus internes et externes en 2023	35
Tableau 7: Schéma de financement en 2023	35
Tableau 8 : Financement de l'Etat pour l'achat des ARV 2016-2023	37
Tableau 9: Récapitulatif des fonds domestiques (FCFA) en 2023	38
Tableau 10 : Fournisseurs des services VIH	42
Tableau 11 : Modalités de services délivrés en 2023	43
Tableau 12 : Répartition des dépenses par catégories d'interventions en 2023	44
Tableau 13 : Répartition des dépenses par activités sur la période de 2019-2023	44
Tableau 14 : Répartition des dépenses liées au VIH par région sanitaire en 2023	44
Tableau 15 : Répartition des interventions par entité de financement (FCFA) en 2023	46
Tableau 16: Dépenses de prévention	48
Tableau 16 : Ventilation des dépenses de Conseil Dépistage en 2023	49
Tableau 18 : Répartition des dépenses de soins et traitement en 2023	50
Tableau 19 : Dépenses consacrées au renforcement des systèmes nationaux et à la gestion des programmes liés au VIH / sida en 2023	51
Tableau 20: Dépenses en faveur de la protection sociale	52
Tableau 21: dépenses en faveurs des vecteurs sociaux en 2023.....	53
Tableau 22: Dépenses en faveurs des synergies de développement	53
Tableau 23 : Fournisseurs de services VIH en 2023.....	54
Tableau 24 : Populations bénéficiaires en 2023	55
Tableau 25 : Catégorie de dépenses consacrées aux PVVIH en 2023.....	56
Tableau 26 : Répartition des dépenses consacrées aux composantes des PVVIH en 2023	58
Tableau 27 : Répartition des dépenses par cible de populations clés par catégorie d'intervention en 2023	59
Tableau 28 : Dépenses consacrées aux activités pour les OEV en 2023.....	61
Tableau 29 : Dépenses consacrées aux femmes pour l'année 2023	62
Tableau 30 : Dépenses consacrées aux jeunes, année 2023	63
Tableau 31 : Dépenses par groupes de populations vulnérables et accessibles en 2023	64

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Prévalence du VIH selon le sexe (EDSTIII)	18
Figure 2: Catégories de vecteurs REDES.....	23
Figure 3: Triangulation des données dans la transaction.....	25

Figure 4: Suivi des flux financiers des entités de financements aux populations bénéficiaires	26
Figure 5: Evolution des Dépenses en Millions de Francs 2015-2023	31
Figure 6: Évolution des dépenses par source de financement de 2017 à 2023 (en millions FCFA)	32
Figure 7 : Répartition des fonds par source de financement.....	33
Figure 8 : Modèle de transition vers la couverture sanitaire universelle	36
Figure 9 : Répartition des financements domestiques par secteur en 2023	37
Figure 10: Figure 10 : Répartition des fonds internationaux en 2023	38
Figure 11 : Evolution des dépenses liées aux PVVIH de 2015 à 2023	56
Figure 12: Définition des Populations clés	59

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1: Définition des Entités de financement	33
Encadré 2 : Définition d’Agents de financement selon REDES	40
Encadré 4 : Définition de la prévention selon REDES	48
Encadré 5 : Récapitulatif sensibilisation, VBG, PTME	48
Encadré 7 : Principaux résultats en matière de soins et traitement en 2023	50
Encadré 6 : Définition Soins et traitement	51
Encadré 8: Définition de gestion et de programmes selon le REDES	52
Encadré 10 : définition de la recherche	54
Encadré 11 : Les populations clés	Erreur ! Signet non défini.

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AJF	Adolescents et Jeunes Femmes
ARV	Antirétroviraux
ATMS	Association Togolaise pour le Marketing Social
CAMEG	Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels et Génériques
CCC	Communication pour le Changement de Comportements
CDI/UDI	Consommateurs de Drogues Injectables
CDV	Conseil et Dépistage Volontaire
CNTS	Centre National de Transfusion Sanguine
DPS	Direction Préfectorale de la Santé
DRS	Direction Régionale de la Santé
EPP	Estimation et Projection de Population
HSH	Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes
IPPF	Fédération Internationale pour la Planification Familiale
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
OEV	Orphelins et Enfants Vulnérables
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OSC-VIH	Organisations de la Société Civile impliquées dans la lutte contre le VIH
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNLS-HV-IST	Programme National de Lutte contre le Sida, les hépatites virales et les Infections Sexuellement Transmissibles
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PS	Professionnel(le)s du Sexe
PSN	Plan Stratégique National
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTME	Prévention de la Transmission Mère-Enfant
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH
REDES	Estimation des Flux des Ressources et Dépenses Nationales de lutte contre le Sida

RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RTT	Ressources Tracking Tool
S&E	Suivi-Evaluation
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquis
SP/CNLS-IST	Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

RESUME

Depuis 2020, le Togo a adopté le RTT (Ressources Tracking Tool). Dans le cadre de l'élaboration du rapport REDES. Pour le rapport de 2023, le pays a utilisé la 4^{ème} version du RTT. L'utilisation du RTT4 a eu comme support un fichier Excel qui contient toutes les rubriques du REDES. La version utilisée en 2024 pour les données de 2023 est le Data Consolidation Tool (DCT) v.16.

L'évaluation montre que les dépenses consacrées à la lutte contre le sida en 2023 sont **estimées à 25 184 643 343 F cfa** , soit un taux de mobilisation de **99%** par rapport au budget prévu pour l'année dans le plan Opérationnel de 2023 (**25 447 078 989 FCFA**) et de 95% par rapport à l'année 2023 du PSN 2023-2026 (**26 427 936 002**). Les dépenses proviennent principalement de deux sources de financement :

Les Fonds Internationaux soit **85,58%** des dépenses. Les principaux partenaires financiers sont le fond mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (**13 887 628 233 FCFA**), le gouvernement américain à travers le programme PEPFFAR/USAID (**5 471 996 092 FCFA**)

Les fonds domestiques représentant (**14,42%**) des dépenses. Le financement du secteur public (**2 212 281 636 FCFA**) , celui du secteur privé (**1 419 585 608 CFA**)

Les interventions qui absorbent le plus de ressources sont par ordre décroissant : les soins et traitements (**41,80%**), la gestion de programme et renforcement des systèmes (**29.68%**), la prévention (**14.84%**) et le conseil dépistage (**7.94%**).

Indiquer ici la répartition des financements par population cible du PSN

Rubriques	Montant en Fcfa	%
PVVIH	11 605 401 887	46,08%
Adultes et jeunes (âgés de 15 ans et plus) vivant avec le VIH	797 826 712	6,87%
Enfants (âgés de moins de 15 ans) vivant avec le VIH	180 557 678	1,56%

Rubriques	Montant en Fcfa	%
Personnes vivant avec le VIH non ventilées par l'âge ou le sexe	10 627 017 497	91,57%
Populations clés	1 188 569 416	4,72%
Consommateurs de drogues injectables et leurs partenaires sexuels	8 051 100	0,68%
Professionnel(le)s du sexe et leurs clients	210 309 110	17,69%
Hommes homosexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH)	332 578 422	27,98%
Détenus d'établissements correctionnels (prisonniers) et autres personnes institutionnalisées	197 397 854	16,61%
« Populations clés » non ventilées par le type	440 232 930	37,04%
Populations vulnérables, accessibles et autres populations cibles	2 454 395 938	9,75%
Orphelins et enfants vulnérables (OEV)	161 404 659	6,58%
Femmes enceintes et allaitantes séropositives (non sous TAR) et leurs enfants à naître (au statut VIH non déterminé) et nouveau-nés	207 447 057	8,45%
Adolescentes et jeunes femmes dans les pays à forte prévalence du VIH	2 182 560	0,09%
Enfants et jeunes déscolarisés	13 291 764	0,54%
Enfants et jeunes institutionnalisés	2 808 000	0,11%
Collégiens et lycéens/Étudiants d'université	120 319 466	4,90%
Professionnels de santé	1 446 828 095	58,95%
Salariés (par ex. pour les interventions en milieu de travail)	282 044 307	11,49%
Populations vulnérables, accessibles et autres populations cibles non ventilées par type	126 350 637	5,15%

Rubriques	Montant en Fcfa	%
Autres populations vulnérables, accessibles et autres populations cibles n.c.a.	91 719 393	3,74%
Population générale	3 763 933 015	14,95%
Enfants (âgés de moins de 15 ans)	3 876 100	0,10%
Jeunes (âgés de 15 à 24 ans)	114 129 149	3,03%
Population générale non ventilée par l'âge ou le sexe.	3 645 927 766	96,86%
Interventions non ciblées	6 105 049 239	24,24%
Populations ciblées spécifiques non classées ailleurs (n.c.a.)	67 293 848	0,27%
Total général	25 184 643 343	

L'examen de la dynamique du financement de la lutte contre le sida au Togo montre une forte dépendance du Togo vis-à-vis des ressources extérieures, notamment celles du Fonds Mondial. Il faut souligner cependant que depuis quelques années, le pays fait des efforts pour augmenter les allocations domestiques. Ces fonds domestiques sont relativement stables depuis 5 ans. Mais les fonds domestiques de 2023 ont connu une légère augmentation (**3 631 867 244 F cfa**) par rapport à 2022 (**3 126 562 557CFA**).

L'un des défis majeurs à relever à moyen termes dans la réponse nationale au VIH reste la pérennité des interventions VIH dans le cadre de la politique de l'accès universel aux soins.

1. Introduction

1.1. Indicateurs socio-économiques et démographiques

Le Togo est un pays de l'Afrique de l'Ouest avec une superficie de 56 600 Km² et une population estimée à 8 095 498 en 2022 (sources RGPH5 2022). Le taux d'accroissement annuel de la population est de 2,3% en 2022 et la population est constituée de plus de femmes (51,3% en 2022) que d'hommes (48,7%). Elle est essentiellement jeune avec les moins de 25 ans qui font 60% en 2022.

Sur le plan social, le Togo est classé 163^{ème} rang mondial sur 189 pays Rapport mondial sur le développement humain, 2023), valeur 2022. l'Indice de Développement Humain (IDH) est évalué à 0,515 et l'indice d'inégalité de genre estimé à 0,573.

Les secteurs de l'éducation et de la santé représentent une part conséquente des dépenses publiques mais en deçà des normes internationales ou africaines, notamment en ce qui concerne l'éducation (9,2% en 2020 et 10,2% en 2021 contre une norme de 20 % selon l'engagement de Dakar), la Santé (6,6% en 2020 et 5,1% en 2021 contre une norme de 15 % d'après l'engagement d'Abuja).

Le Togo enregistre des progrès significatifs en matière de développement économique en tant que hub logistique et commercial de la sous-région. D'après le dernier rapport de la Banque mondiale "Women, Business and the Law", le pays est également classé comme le premier réformateur africain en matière de lois pour la défense des droits des femmes.

Le Togo enregistre l'indice de capital humain (HCI) le plus élevé de l'UEMOA. Cependant, le niveau de pauvreté est deux fois plus élevé en milieu rural (58,8 %) qu'en milieu urbain (26,5 %).

Une forte augmentation des dépenses publiques a permis de stabiliser la croissance face aux derniers chocs liés à la pandémie de COVID-19, aux retombées économiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à l'instabilité régionale. Cependant, les populations vulnérables ont été affectées par l'augmentation du coût de la vie, les problèmes liés à l'accès à l'eau et à l'électricité, et la forte réduction de l'espace budgétaire.

D'importants besoins de financement dans un contexte de resserrement des conditions d'emprunt ont encouragé les autorités à entamer des mesures d'assainissement pour ramener le déficit à 3 % du PIB d'ici 2025, tout en mettant en œuvre un programme d'urgence pour faire face aux risques croissants de fragilité dans la région des Savanes au Nord.

Au niveau sectoriel, l'activité industrielle a montré des signes de reprise en 2023 après un début d'année faible, avec des contributions positives des secteurs de l'extraction, de l'électricité et de l'industrie manufacturière. En ce qui concerne l'agriculture, les conditions météorologiques ont été propices à une bonne récolte pour la saison 2023-2024.

La croissance est restée robuste en 2023, avec un taux estimé à 5,4 % et devrait se ralentir légèrement en 2024 pour atteindre 5,1 % sous l'effet des efforts d'assainissement budgétaire, de la faiblesse de la demande extérieure et de l'incertitude régionale. La pauvreté devrait diminuer progressivement en 2024 et 2025 et de manière plus substantielle en 2026, pour atteindre 36,1 %, contre 42,4 % en 2023. Les risques d'instabilité régionale, de turbulences financières et de chocs climatiques plus fréquents appellent à des réformes visant à accélérer la croissance, la résilience et la réduction de l'endettement publique.

1.2. Organisation du système de santé

Le ministère en charge de la santé au Togo est organisé autour d'un système pyramidal à trois niveaux : central, intermédiaire et opérationnel et le système de soins suit la même logique organisationnelle avec les niveaux primaire, secondaire et tertiaire.

L'offre des soins de santé aux populations est diversifiée et se fait dans des structures publiques et privées libérales et confessionnelles.

Les soins du niveau primaire sont structurés autour de trois échelons à savoir : (i) l'Agent de Santé Communautaire (ASC) ; (ii) l'Unité de Soins Périphériques (USP) et (iii) l'Hôpital de district qui constitue le premier niveau de référence. Le niveau secondaire de référence et de recours est animé par les Hôpitaux de région (CHR) et le niveau tertiaire par les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) ainsi que par les hôpitaux spécialisés de référence.

Selon les résultats de la carte sanitaire 2015, les soins de santé sont fournis par le secteur public (59%) et privé (41%). Ce dernier toutefois peu régulé, est surtout libéral, dynamique et concentré dans les grands pôles urbains, principalement à Lomé. A cette offre, il faut ajouter, la présence d'un secteur traditionnel assez influent surtout en milieu rural mais mal connu au niveau des services de soins offerts à la population. Environ 365 organisations non gouvernementales et associations participent de manière formelle au développement des activités de la santé mais, elles restent surtout concentrées dans les régions Lomé commune, Maritime et des Plateaux.

Les infrastructures disponibles en 2015, permettaient d'assurer une accessibilité géographique à 66,8% des populations avec des inégalités géographiques et sociales de santé selon le rapport sur le profil de pauvreté. Les inégalités sociales de santé montrent que le système de santé du Togo peine à apporter une réponse équitable aux besoins de santé des populations en situation de vulnérabilité sociale. Pour y remédier, différentes mesures ont été prises par l'Etat togolais ces dernières années en vue d'améliorer l'accès aux services et soins essentiels de santé des populations, en particulier les populations démunies et vulnérables.

Des efforts supplémentaires s'avèrent cependant nécessaires pour réduire les barrières financières aux soins et progresser vers la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). C'est pourquoi le gouvernement Togolais a mis en place un ministère en charge de l'accès universel aux soins et depuis janvier 2024 l'opérationnalisation de l'AMU.

L'analyse du système de santé ressort : i) une pénurie en ressources humaines qualifiées avec une inégale répartition de l'existant. ii) la faiblesse du Système National d'Information Sanitaire (SNIS) iii) l'insuffisance dans la gestion des achats et stocks iv) l'insuffisance du financement du système de santé (6% du budget national en 2014) et à partir de 2020 l'impact du COVID-19 sur les ressources humaines en santé.

1.3. Situation épidémiologique du VIH / sida

La prévalence du VIH mesurée lors de l'enquête EDST III 2013-14 était de 2,5% dans la population sexuellement active de 15-49 ans. Cette prévalence est deux fois plus élevée chez la femme (3.1%) que chez l'homme (1.7%). Chez les jeunes de 15-19 ans, la prévalence est deux fois plus élevée chez la jeune fille (0.4%) que chez le jeune garçon (0.1%).

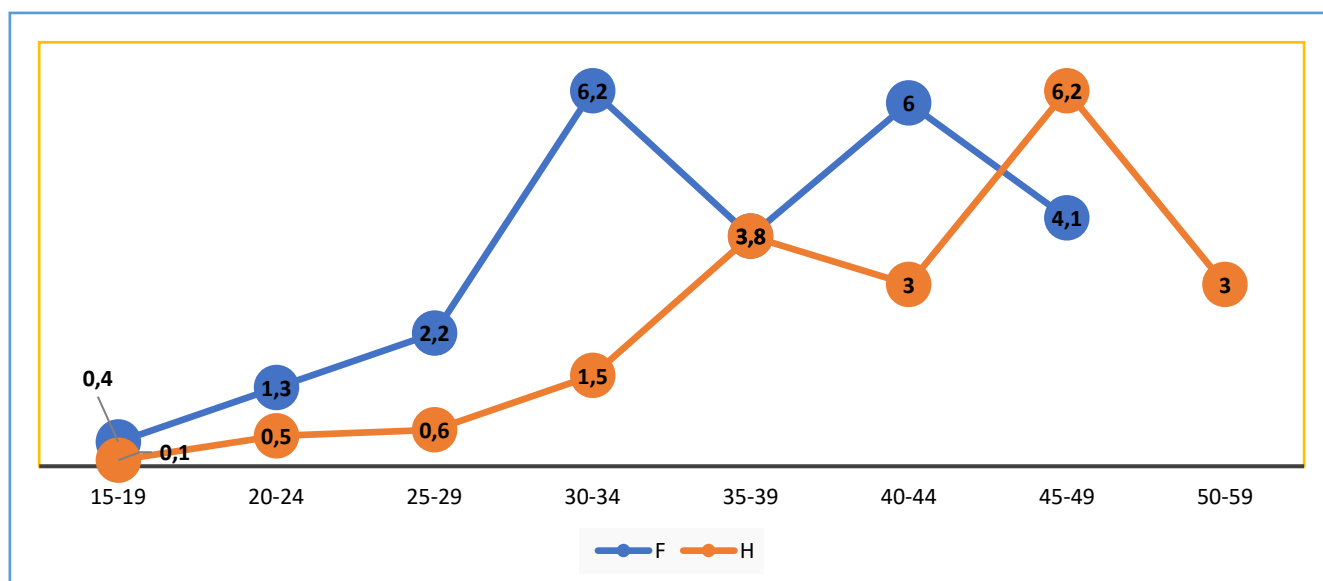


Figure 1: Prévalence du VIH selon le sexe (EDSTIII)

Ainsi, à partir de 2021, le Pays est dans la mise en œuvre de son 5^{ème} Plan Stratégique. Ce Plan a été révisé en 2023 pour se conformer aux nouvelles directives et aussi pour répondre aux mieux aux besoins des bénéficiaires à travers les financements comme ceux du Fonds mondial ou du PEPFAR

Ces différents plans s'inscrivent dans les engagements nationaux et internationaux qui sont pris par le pays. Le Secrétariat Permanent du CNLS-IST assure la coordination et le leadership de la riposte multisectorielle, permettant ainsi à toutes les institutions et secteurs y compris la société civile, le secteur privé et les confessions religieuses de s'impliquer davantage dans la riposte au VIH.

La mise en œuvre du Plan Stratégique National 2023-2026a commencé en 2023. Celui-ci a pour orientations prioritaires :

- i. Intensifier la prévention ciblée à fort impact pour l'élimination des nouvelles infections à VIH
- ii. Renforcer la cascade dépistage, soins, traitement et rétention pour une réduction significative des décès liés au sida
- iii. Accélérer l'élimination des obstacles liés au genre et aux droits humains qui entravent l'accès et l'utilisation continue des services VIH
- iv. Renforcer la gouvernance pour une riposte nationale au VIH pérenne

L'élaboration du Plan Stratégique 2023-2026 s'est basée sur les orientations internationales et les engagements nationaux notamment sur la stratégie des 95-95-95 et les orientations OMS 2021.

Pour la mise en œuvre de ce PSN, le pays a élaboré le Plan Opérationnel 2023-2026 et, le Plan National de Suivi Evaluation.

1.4.1 Situation du VIH au sein des populations clés et autres groupes

Malades tuberculeux (Co-infection VIH/TB)

En 2023, sur **90 241** PVVIH enregistrées et suivies, **90 229**, soit **99,25%** ont bénéficié de la recherche active de la TB. Parmi ces PVVIH, **386** étaient diagnostiquées coinfectées TB-VIH.

Professionnelles du Sexe et leurs clients

La séroprévalence du VIH chez les professionnelles du sexe est de 5,8% en 2022. (ESSG 2022) et l'on note une disparité selon les villes où elle varie de à **2,6% à Kpalimé** à **13,5% à Tsévié**. Elle était de 13,2% en 2017 contre 11,7% en 2015 ; elle est de 5 % en 2022

Hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes

On a constaté que la prévalence du VIH chez les HSH a baissé entre 2017 et 2022. Elle est passée de 21,98% en 2017 à 7,7% en 2022 sur le plan national. Par contre elle a augmenté de 29,8% à 31,7% à Lomé..

Usagers de drogues

La prévalence nationale du VIH chez les consommateurs de drogues est estimée à 3,6%, dont **4% dans le Grand Lomé et 2% à Aného** dans les Lacs en 2022. En 2017, elle était estimée à 3,9% chez les UD. Entre 2011 et 2022, on observe une légère baisse de l'infection à VIH chez les UD de 5,5% à 3,4%.

Prisonniers

La prévalence moyenne du VIH dans les cinq sites d'enquête est de **3,8%**. La ville présentant la prévalence la plus élevée en milieu carcéral est celle de Lomé avec **6%** et la plus faible prévalence est observée à Atakpamé avec **2,5%**.

Donneurs de sang

En 2023, le SNTS et le CRTS ont collecté **65 008** poches de sang sur les **70 000** prévus, soit 93% des prévisions des deux centres.

En matière de fidélisation des donneurs, en 2023, 75 % des donneurs de sang ont été fidélisés (**48 734 / 65 008**).

1.4. Justification de l'évaluation des flux des ressources et des dépenses à la riposte VIH / sida

L'évaluation des dépenses et des ressources dans la lutte contre le VIH/sida est spécifique et se veut élargir le champ d'action des comptes de santé implémentés par le Système de Comptes de Santé (SHA-2011). En outre, le REDES effectue les ventilations nécessaires pour permettre à chaque partenaire et chaque bénéficiaire de se retrouver tracé dans les lignes d'évaluation. Le SHA 2011 peut fournir une ventilation des dépenses à haut niveau entre les domaines de programmes mais ne donne pas une désagrégation détaillée par sous-zones de programmes ou services. Un autre outil plus proche : Le PEPFAR ER suit les dépenses des activités VIH/sida relatives à la santé et des activités non relatives à la santé mais les classifications PEPFAR ER sont limitées et ne permettent pas de suivre les dépenses par services. Cet outil ne couvre en plus qu'une seule source de financement –PEPFAR.

Le REDES est donc l'outil d'analyse et d'évaluation des ressources et dépenses conçu spécialement pour le domaine VIH/sida et couvrant les désagréations recommandées en la matière.

1.5. Financement de la santé publique : quels sont les recettes et revenus qui permettent de financer la santé publique en général ?

L'offre de soins est assurée principalement par le secteur public à côté duquel se développe un secteur privé dynamique.

Le financement des activités du secteur de la santé est assuré par :

- l'Etat,
- les Partenaires Techniques et Financiers (PTF),
- et les recettes propres des formations sanitaires (recouvrement des coûts).

En outre le financement des soins publics se fait à travers des allocations budgétaires.

La couverture de services est marquée par :

- les subventions partielle ou totale de la prise en charge des frais des soins aux indigents dans les formations sanitaires, et la subvention de la césarienne depuis le 02 mai 2011,
- la gratuité des soins préventifs de certaines couches vulnérables,
- la gratuité des ARV pour les PVVIH décrétée par le Gouvernement en novembre 2008,
- la gratuité ou la subvention de la prise en charge de certaines maladies et certaines interventions médicales (dialyse, prise en charge de la tuberculose, du paludisme simple, de la lèpre etc),
- le mécanisme de couverture sociale à travers la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, l'assurance maladie obligatoire, l'assurance des élèves des établissements scolaires publics (School Assur), Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), les mutuelles de santé communautaires, les sociétés d'assurance maladie privées à visée lucrative.
- L'AMU qui est opérationnel à partir de janvier 2024
- Les paramètres techniques suivants ont été déterminants pour l'estimation du coût global du plan national Sanitaire : (i) les cibles annuelles de couvertures visées par

chaque programme, service et système de santé pour la période 2023-2027 ; (ii) les coûts unitaires extraits des plans des différents programmes, ou estimés en utilisant la méthode qualitative ; (iii) les stratégies et les interventions prioritaires définies pour l'atteinte des objectifs sanitaires liés aux engagements internationaux et nationaux.

1.6. Financement public du VIH / SIDA

Le financement public de la riposte au VIH est assuré par le secteur santé, les organismes publics notamment les Ministères et les Entreprises d'Etat.

1.7. But et Objectifs du REDES

L'objectif du REDES est de surveiller la mobilisation des ressources, telle que convenue par les États membres de l'ONU, de collecter les données nationales et de rapporter annuellement au Secrétaire général de l'ONU et au public les données relatives aux ressources financières.

Il est un outil d'expression de la redevabilité des acteurs envers les partenaires et un moyen de plaider pour une riposte efficace et efficiente.

Il s'agit notamment :

- de faire une évaluation des dépenses en matière de lutte contre le VIH en mettant en exergue les ressources domestiques et internationales,
- d'élaborer un rapport sur l'évolution des dépenses afin d'orienter les prises de décisions politiques et stratégiques et,
- d'appuyer la mobilisation des ressources.

2.Méthodologie

2.1. Approches et Concepts du REDES

L'analyse des flux s'est faite suivant la nouvelle classification NASA RTT4.

Dans la nouvelle nomenclature ReDes, apparaissent de nouveaux concepts :

- Entité de Financement ;
- Revenus sur les Schémas de financement ;
- Modalités de services délivrés.

Cette nouvelle classification comprend trois grandes catégories de vecteurs :

- **le financement,**
- **la provision,**
- **et l'utilisation.**

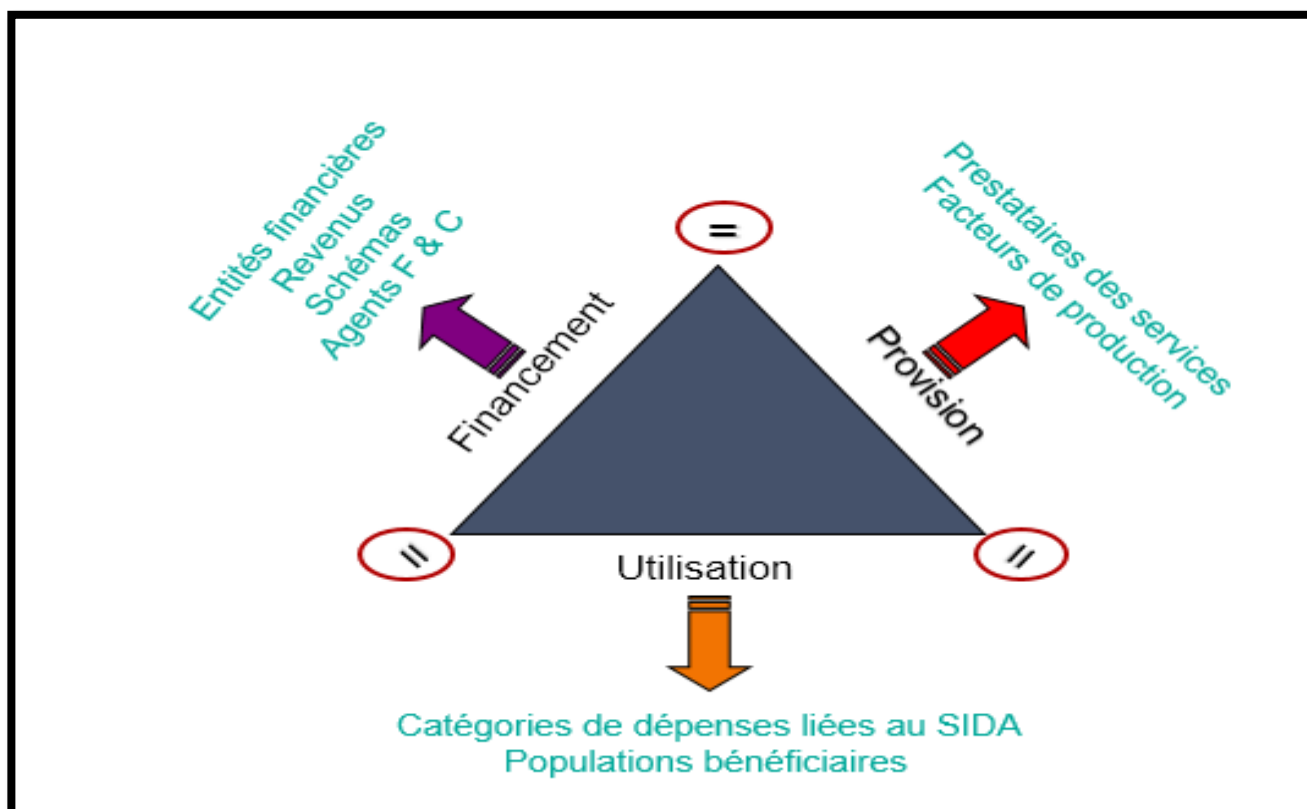


Figure 2: Catégories de vecteurs REDES

Tableau 1: Définition des éléments de la taxonomie REDES

Domaine	Vecteurs/taxonomie	Définitions
Financement	Entités de Financement (FE)	Ce sont des entités qui fournissent les revenus pour financer les agents prestataires des services du VIH/Sida
	Revenus (REV)	L'approche utilisée pour identifier, classifier et mesurer l'ensemble des sources de revenus pour chaque régime de financement (p. ex., les cotisations de sécurité sociale utilisée pour financer les achats effectués par des régimes de sécurité sociale et les bourses pour soutenir les régimes des organisations à but non lucratif).
	Schémas de financement (SCH)	Ce sont les éléments structurels des systèmes de financement sanitaire et social : ce sont les principaux types d'ententes de financement grâce auxquels la population obtient des services sanitaires et sociaux de lutte contre le VIH/Sida.
	Agents de Financement (FAP)	C'est une unité institutionnelle impliquée dans la gestion d'un ou de plusieurs régimes de financement : il met en place la collecte de revenus et/ou l'achat de services.
Provision	Prestataires de Services (PS)	Ce sont des entités ou des personnes qui sont engagés directement dans la production, l'approvisionnement, et la prestation de services en échange d'un paiement pour leur contribution.
	Facteurs de Production (PF)	Ils sont utilisés pour produire une intervention (Exemple : Salaires, services, consommables, capital).
	Modalités de Prestation du Service (SDM)	Ce sont des modalités ou stratégies novatrices portant sur la façon de fournir, de façon plus efficace et effective, des services complets de lutte contre le VIH/Sida, et d'améliorer la rétention et l'adhérence au TAR.
Utilisation	Catégories de Dépenses liées au Sida (ASC)	Ce sont les catégories d'interventions liées au VIH/Sida.
	Populations Bénéficiaires (BP)	Ce sont les segments de la population qui bénéficient des interventions, par exemple, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les utilisateurs de drogues par injection, etc.

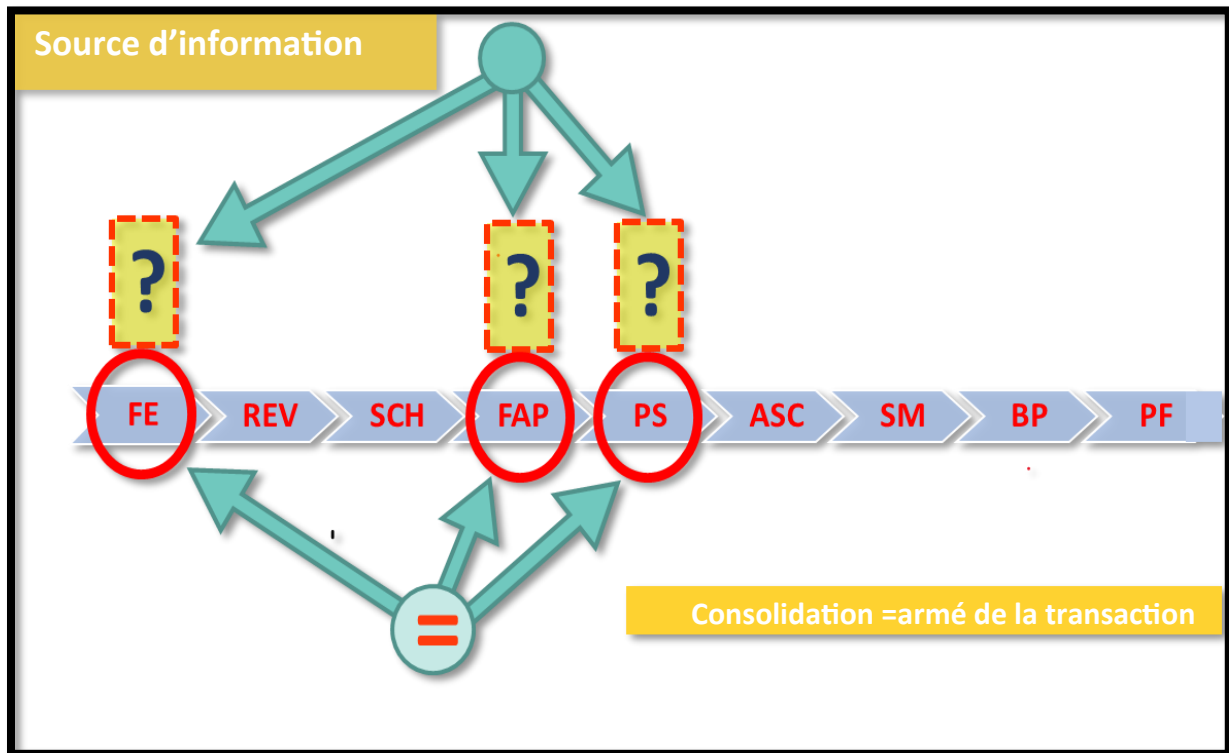


Figure 3: Triangulation des données dans la transaction

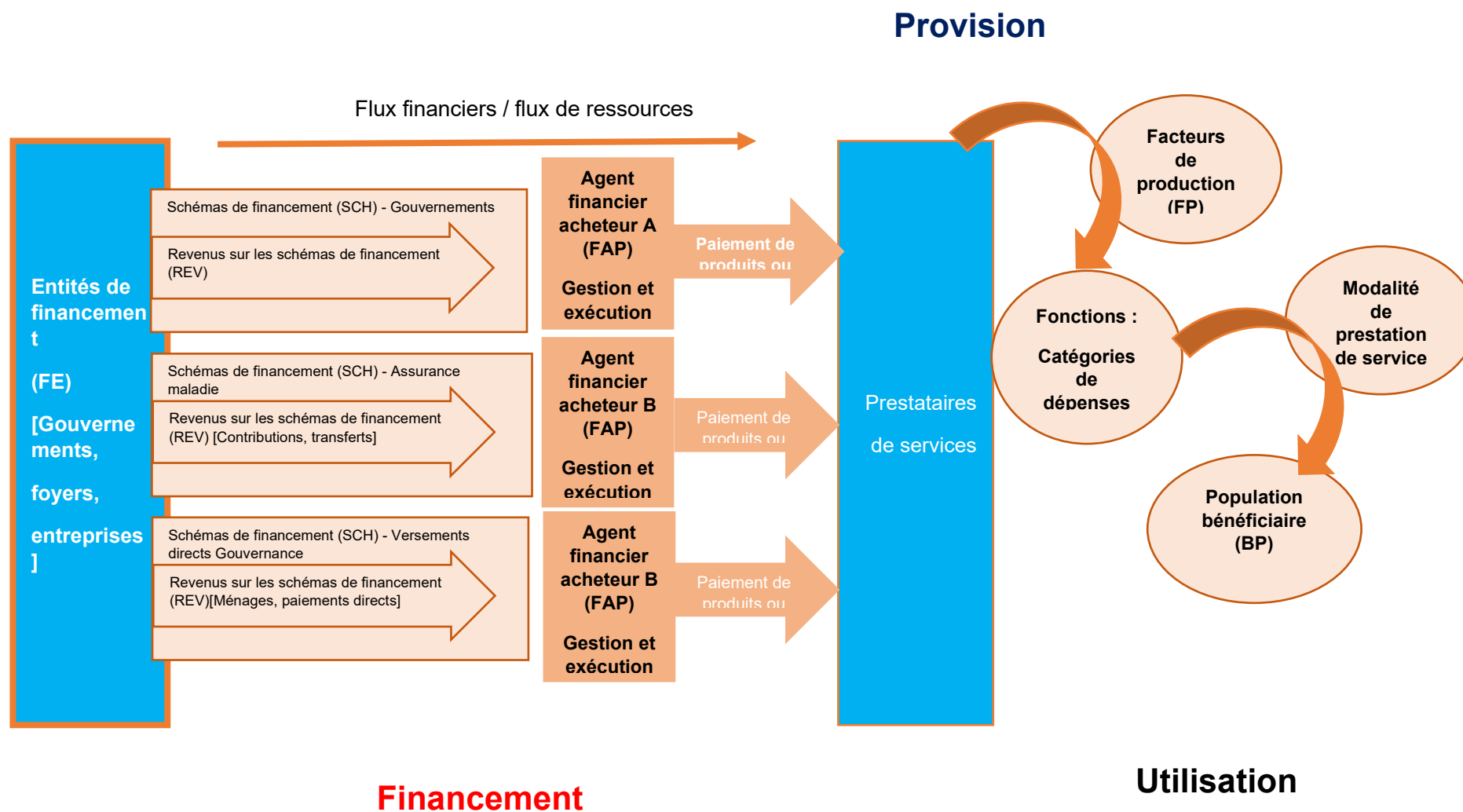


Figure 4: Suivi des flux financiers des entités de financements aux populations bénéficiaires

2.2 Processus de collecte et d'analyse des données

2.2.1 Mission d'information et de formation sur le nouvel outil REDES

Afin d'améliorer le rapportage des données financières, une mission de 12 jours a été faite par les équipes du CNLS, de la Plateforme des OSC appuyé par les points focaux régionaux et de districts. Au cours de cette mission les chargés de Suivi Evaluation Régionaux dans le compte du Fonds mondial ont été associés. Cette mission a permis de sensibiliser les différents acteurs sur le REDES, de les aider à préparer les sources d'information notamment en ce qui concerne les fonds propres et la provenance de certains fonds qu'ils reçoivent des partenaires. L'outil primaire a été expliqué à tous les acteurs et des répondants ont été désignés dans chaque région pour animer une plateforme whatsapp de rappel sur le processus de rapportage.

Cette mission était couplée de celle sur le DIHS2 communautaire.

2.2.2 Lettres d'information des différents acteurs (Société Civile, Partenaires, Secteur Public, Secteur Privé) et collecte des données

Le SP/CNLS-IST a adressé des notes d'information à tous les acteurs sur le lancement du processus de collecte avec les délais de soumission des canevas DCT remplis.

La collecte des données a été effectuée par une équipe technique multisectorielle composée des représentants du SP/CNLS-IST et des chargés de finances et/ou des points focaux VIH des autres secteurs (secteurs public et privé, organisations de la société civile).

Tous les secteurs ont été touchés, notamment le secteur public santé (ministère de la santé et les formations sanitaires), le secteur public non santé (autres départements ministériels et structures publiques) ; le secteur privé (entreprises), les ONG/Associations y compris les structures confessionnelles, les ONG internationales et les partenaires au développement impliqués dans la lutte contre le VIH/sida.

2.2.3 Formation des acteurs sur l'Outil REDES, sur le RTT4 et sur le DCT

Février et Mars 2024, l'équipe du CNLS a organisé une série de formation dans toutes les régions afin de

- S'assurer que les données sur les outils primaires ont été collectées
- Expliquer le processus de Transaction à travers le DCT
- Corriger toutes les données aberrantes dans les outils primaires et
- Montrer la plateforme RTT à tous les acteurs et les implications quand les données sont erronées
-

Au Total, 123 Organisations issus du secteur de la société civile mais aussi des DRS et de DPS ont participé à cette série de formations.

2.2.4 Résultats de la collecte des données

Tableau 2: Nombre de structure ayant envoyé les rapports REDES en 2023

N°	REGIONS	NOMBRE DE STRUCTURES DONT LES RAPPORTS SONT ATTENDUS	NOMBRE DE STRUCTURES AYANT ENVOYE LES RAPPORTS	TAUX DE COMPLETUDE
1	LOME COMMUNE	65	59	90.77%
2	MARITIME	31	28	90.32%
3	PLATEAUX	49	40	81.63%
4	CENTRALE	26	24	92.31%
5	KARA	25	24	96.00%
6	SAVANES	23	22	95.65%
7	PTF	11	11	100.00%
TOTAL		230	208	90.43%

Au total 208 structures ont fourni les données sur les dépenses consacrées à la lutte contre le VIH et le sida en 2023 pour l'élaboration du présent rapport (voir la liste en annexe) soit un taux de complétude de 90,43%.

2.2.5 Comment les données sont collectées

Conformément à la méthodologie en vigueur, les structures soumises à l'enquête ont eu à répondre à six questions : i) qui gère les fonds ? ii) qui finance la réponse du sida ? iii) qui fournit les services ? iv) quelles interventions ont été effectuées ? v) qui bénéficie des interventions ? vi) qu'est ce qui est acheté pour réaliser les interventions ?

Les collectes ont été faites suivant trois dimensions : i) le financement, ii) la prestation et iii) l'utilisation des ressources. Le contrôle de la qualité des données collectées a été effectué au fur et à mesure par l'équipe technique du SP/CNLS-IST. Le SP/CNLS-IST a sollicité l'équipe NASA de ONSUIDA pour la revue des données et la revue du fichier de DCT

2.2.6 Traitement, analyse et validation des données

L'équipe REDES a effectué les transactions financières dans le Data Collection Tool (DCT). Ces données ont ensuite été reportées dans le RTT 4 (Resource Tracking Tool 4).

La validation des données s'est faite au fur et à mesure du traitement et de la saisie des données à travers des échanges téléphoniques avec les structures ayant fourni les données.

Des matrices ont été produites dans le RTT et exportées en Excel, des tableaux croisés dynamiques ont été extraits et analysés, puis des graphiques ont été produits sur la base des résultats obtenus.

2.3 Hypothèses retenues pour l'estimation des fonds domestiques

Estimation des dépenses en ARV

L'estimation des dépenses en ARV a été basée sur les données de la Centrale d'Achat de Médicaments Génériques (CAMEG) en ce qui concerne les fonds de l'Etat, du PEPFAR, de UNICEF. et l'UGP pour les fonds du Fond Mondial.

Estimation des dépenses réalisées par les ménages

Un certain nombre de services sont offerts gratuitement aux PVVIH notamment le traitement par les ARV, la numérotation des lymphocytes CD4 ; la charge virale.

S'agissant des déplacements des PVVIH et du traitement des patients présentant un IO, des hypothèses conjointes ont été utilisées :

- Hypothèse sur le régime de traitement sous ARV. Sur la base des directives du PNLS :
 - 30% des PVVIH viennent chercher leur traitement ARV tous les trois mois
 - 10% des PVVIH ont des sessions mensuelles pour le traitement
 - 60% des PVVIH ont des sessions semestrielles de traitement ARV

Hypothèse 2 : On estime à 20% les patients qui auraient réalisés des bilans biologiques au cours de l'année. Soit au cours d'une affection ou dans le cadre de suivi de routine.

Les fonds de ménages ont donc été estimés en prenant en compte :

- Le déplacement des patients pour chercher les ARV
- La réalisation des bilans de suivis par les fonds des patients

2.3 Limites dans l'évaluation des financements de domestiques

L'outil REDES ne permet pas de capter tous les financements public (infrastructures, personnels, couts de fonctionnement des structures de soins) du secteur de la santé intervenant dans la lutte contre le VIH dans le pays.

2.4 Rédaction du rapport

Après le traitement des données recueillies, l'équipe technique du SP/CNLS-IST a procédé à la rédaction du draft du rapport narratif.

2.5 Validation et dissémination du rapport

Le draft du rapport a été partagé aux différents acteurs. Un atelier national de validation a été organisée le XXX. Au cours de cet atelier multisectoriel, les différents acteurs ont apporté leur contribution sur le document. Les apports des acteurs ont été pris en compte dans le présent rapport.

3. Résultats

Les résultats de l'évaluation des ressources et dépenses liées au VIH/sida au Togo en 2023, montrent que :

- 145 acteurs ont financé la riposte ;
- 146 structures prestataires de service ont été actives ;
- 30 catégories de bénéficiaires ont bénéficié des prestations ;
- 99 formes d'activité ont été menées ;
- 61 facteurs de productions utilisées pour la riposte ;

Pour un montant total de 25 184 643 343 de FCFA.

3.1 Dépenses consacrées au VIH en 2023 et tendances de financements

L'évaluation de 2023 a permis de retracer les transactions financières de la source de financement jusqu'aux bénéficiaires finaux des biens et des services des différents programmes dans la riposte au VIH/Sida.

D'après les résultats de cette évaluation, au Togo, les dépenses consacrées à la réponse nationale au sida en 2023 s'élèvent à **25 184 643 343 (Vingt-cinq milliards cent quatre-vingt quatre mille six cent quarante mille trois cent quarante-trois francs) FCFA.**

L'analyse de la tendance des dépenses de la lutte contre le sida au Togo montre que depuis 2015 le pays dépense en moyenne 15 milliards de FCFA chaque année. Mais à partir de 2021, les montants mobilisés sont passés de 17 milliards en 2021.

Les dépenses de lutte contre le VIH depuis 2020 s'accroissent. Ceci grâce au financement du Fonds mondial et de l'USAID à travers le projet PEPFAR.

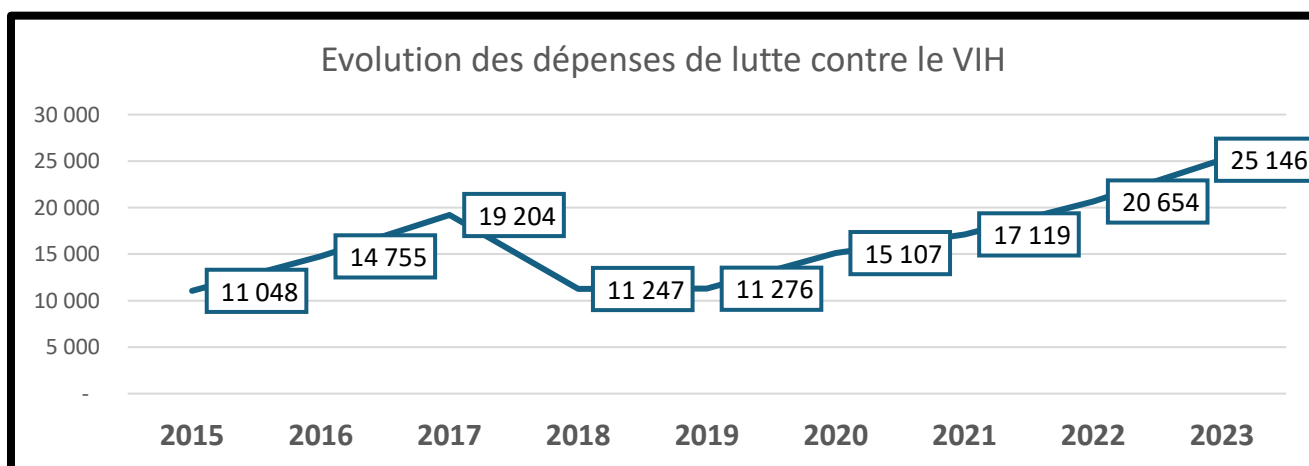


Figure 5: Evolution des Dépenses en Millions de Francs 2015-2023

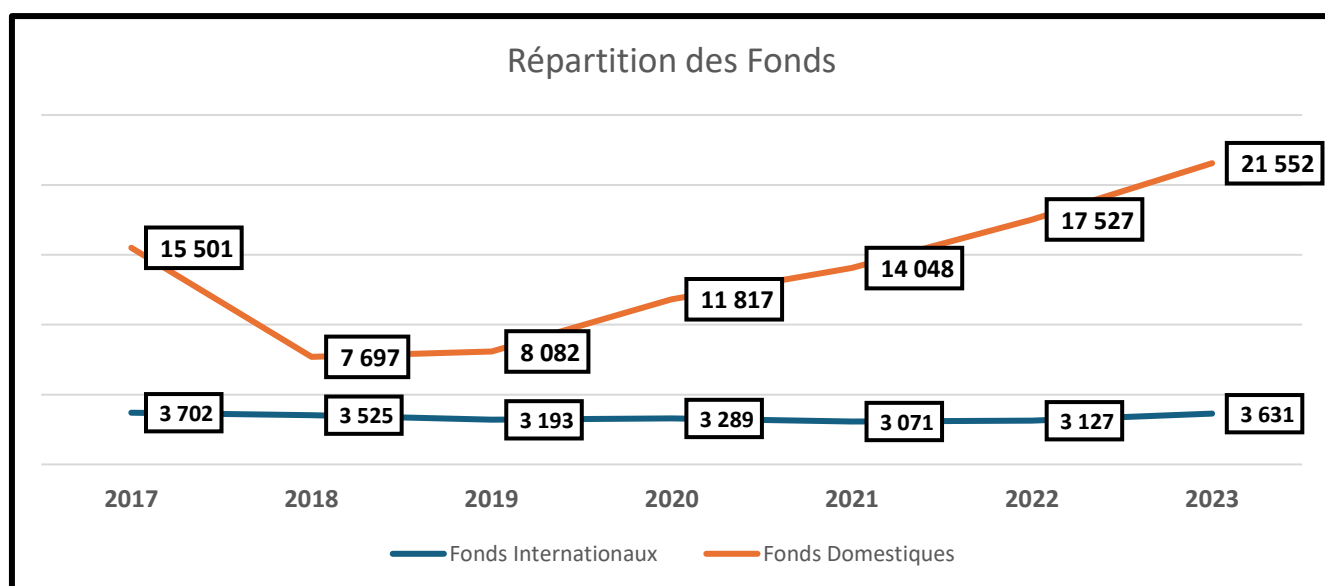


Figure 6: Évolution des dépenses par source de financement de 2017 à 2023 (en millions FCFA)

On constate une augmentation des fonds internationaux depuis 2019.

Les fonds internationaux varient en fonction de l'appui des partenaires. Cette augmentation est due dans la grande majorité par l'appui de l'USAID sur le projet PEPFAR et l'amélioration de la consommation de la subvention du fonds mondial.

Les fonds domestiques depuis des années sont stables aux alentours de 3 milliards avec une légère augmentation à 3 milliards six cent millions en 2023.

Mais il faut souligner l'estimation des fonds domestiques est sous-estimée car il ne prend pas en compte les dépenses indirectes du secteur public de la santé (ressources humaines de l'état, infrastructures et équipements, fonctionnement)

3.2. Sources de dépense du VIH / SIDA

3.2.1. Entités, Revenus et Schémas

3.2.1.1. Entités de financement

Les Entités de financement sont des sources, des structures ou des groupes par lesquels passent les acquéreurs, les prestataires de services d'intermédiation financière ou les agents payeurs pour financer les services liés au VIH.

L'analyse des Entités de financement est particulièrement importante dans les pays où le financement de la riposte au VIH dépend largement de l'Entité internationale ou lorsque les entités de gestion sont peu nombreuses, et ce dans l'intérêt d'en faire un outil de plaidoyer pour la mobilisation des ressources.

Encadré 1: Définition des Entités de financement

Les dépenses de 2023 proviennent des trois catégories d'Entités de financements :

- les Entités publiques (Ressources de l'Etat),
- les Entités privées (financement des entreprises, fonds des ménages et fonds propres des ONG nationales) et,
- les Entités internationales (Entités de coopération bilatérale, multilatérale, organisations internationales à but lucratif ou non lucratif).

Les estimations Redes au Togo en 2023 montrent que la riposte au Togo reste fortement dépendante de l'extérieur (**85,58%**). Les dépenses effectuées à partir des fonds domestiques représentent **14.42%**.

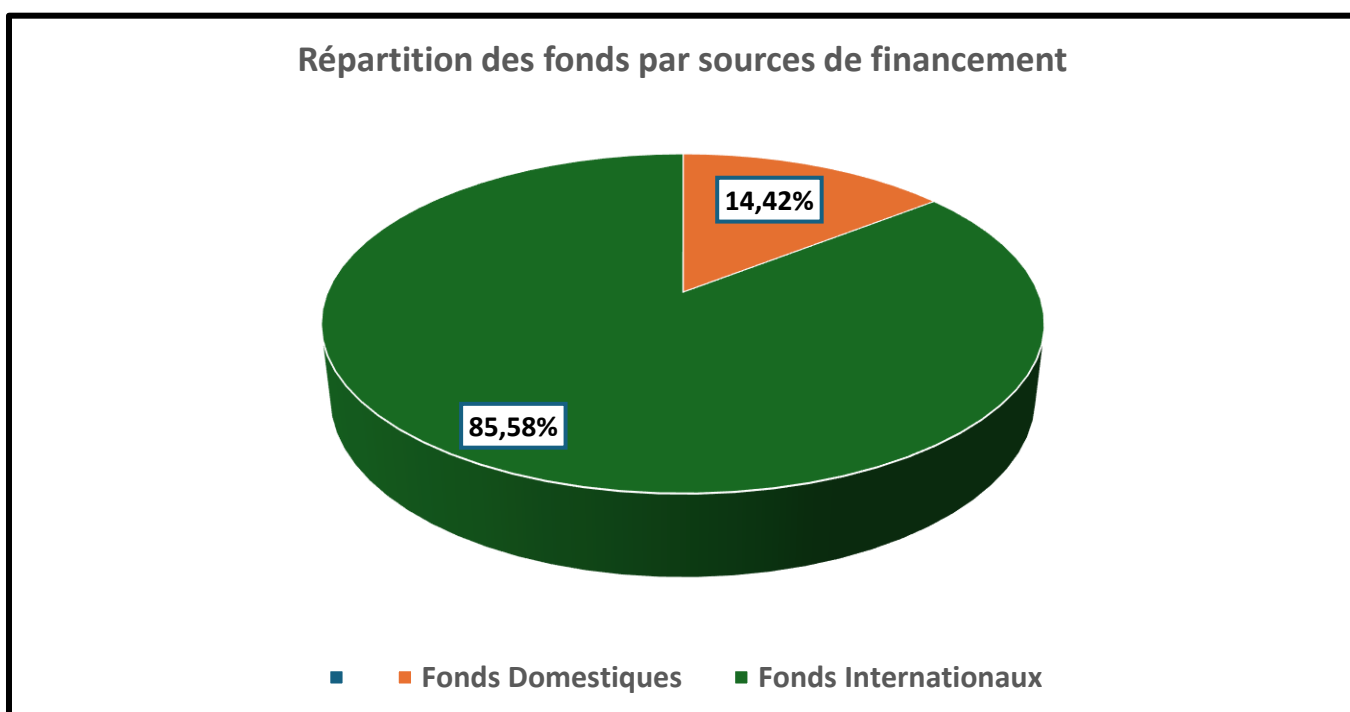


Figure 7 : Répartition des fonds par source de financement

Tableau 3: Récapitulatif des dépenses par Entités de financement en 2023 en FCFA:

Rubriques	Montant (CFA)	%
Fonds Domestiques	3 631 867 244	14,42%
Fonds Public	2 212 281 636	60,91%
Administration centrale	2 169 070 541	98,05%
Autres entités publiques n.c.a.	43 211 095	1,95%
Fonds Privés	1 419 585 608	39,09%
Entreprises nationales	388 100	0,03%
Ménages	1 401 272 708	98,71%
Autres entités privées de financement n.c.a.	17 924 800	1,26%
Fonds Internationaux	21 552 776 099	85,58%
Partenaires Bilatéraux	5 619 805 555	26,07%
Gouvernement du Canada	31 519 200	0,56%
Gouvernement de France	42 897 843	0,76%
Gouvernement d'Allemagne	68 252 420	1,21%
Gouvernement de Suède	5 140 000	0,09%
Gouvernement des États-Unis	5 471 996 092	97,37%
Partenaires multilatéraux	15 029 379 845	69,73%
Commission européenne	31 506 110	0,21%
Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	13 887 628 233	92,40%
Secrétariat d'ONUSIDA	455 898 695	3,03%
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	67 134 501	0,45%
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	10 051 296	0,07%
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	512 263 552	3,41%
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	24 697 200	0,16%
Autres organisations multilatérales n.c.a.	40 200 258	0,27%
ONG/Fondation Internationales	794 077 322	3,68%
Caritas Internationalis/Catholic Relief Services	70 358 205	8,86%
SIDACTION (surtout dans les pays francophones)	128 573 653	16,19%
International Planned Parenthood Federation	31 331 456	3,95%
Autres organisations et fondations internationales à but non lucratif n.c.a.	563 814 008	71,00%
Autres Fondation Internationales	109 513 377	13,79%
Total général	25 184 643 343	

3.2.1.2. Revenus

Les revenus sont utilisés pour identifier, classifier et mesurer l'ensemble des sources de revenus pour chaque régime de financement (p. ex., les cotisations de sécurité sociale utilisée pour financer les achats effectués par des régimes de sécurité sociale).

Il s'agit entre autres des subventions par des agences internationales ou des États étrangers, ou des transferts volontaires (des dons) provenant d'organisations à but non lucratif ou de particuliers qui contribuent directement aux régimes nationaux de financement de la santé.

Tableau 4: Répartition des revenus internes et externes en 2023

Rubriques	Montant en Fcfa	%
Transferts de revenus intérieurs de l'État y compris les prêts remboursables (affectés à des fins de lutte contre le VIH)	2 214 479 736	8,79%
Prépaiement volontaire	1 296 140 089	5,15%
Autres revenus intérieurs n.c.a.	228 124 092	0,91%
Transferts étrangers directs	21 444 326 426	85,15%
Autres revenus de régimes de financement de soins de santé n.c.a.	1 573 000	0,01%
Total général	25 184 643 343	

L'analyse des revenus par catégorie montre que les transferts de revenus intérieurs de l'État y compris les prêts remboursables (affectés à des fins de lutte contre le VIH) sont de **8.79%**, les revenus des transferts étrangers directs représentent **85.15%** et les Prépaiement volontaire représentent 5.15% .

Les revenus des transferts étrangers directs sont de deux types :

- ✓ Les revenus financiers étrangers directs provenant directement d'organismes bilatéraux ou multilatéraux ;
- ✓ Les aides étrangères directes en nature (biens et services de soins de santé).

Les transferts de revenu intérieur de l'Etat quant à eux, font référence aux fonds de revenus intérieurs d'État affectés à des fins de lutte contre le VIH.

Enfin, **les autres revenus intérieurs** sont définis en fonction des unités institutionnelles qui fournissent les transferts volontaires :

- ✓ Autres revenus de ménages n.c.a. ;
- ✓ Autres revenus de sociétés n.c.a. ;
- ✓ Autres revenus d'institutions à but non lucratif n.c.a.

3.2.1.3. Schémas

L'analyse des régimes de financement des dépenses liées au VIH, montre que la couverture santé est à **65.81%** exécutés par les régimes publics viennent en partie des fonds extérieurs) Les schémas externes sont **23,63%**), et les paiements direct, effort des ménages et fonds propres sont à **10.56%**. Pour une couverture universelle des dépenses liées au VIH, les régimes de financement devront tendre vers zéro paiement volontaire et s'appuyer essentiellement sur :

- Le financement par l'impôt,
- L'assurance maladie obligatoire ou d'autres types d'assurance maladie.

Tableau 5: Schéma de financement en 2023

Rubriques	Montant en Fcfa	%
-----------	-----------------	---

Schémas publics et Schémas de soins de santé	16 573 197 528	65,81%
DEPENSES NON REMBOURSEES DES MENAGES	2 659 965 100	10,56%
Schémas externes (non-résidents)	5 951 480 715	23,63%
Total général	25 184 643 343	

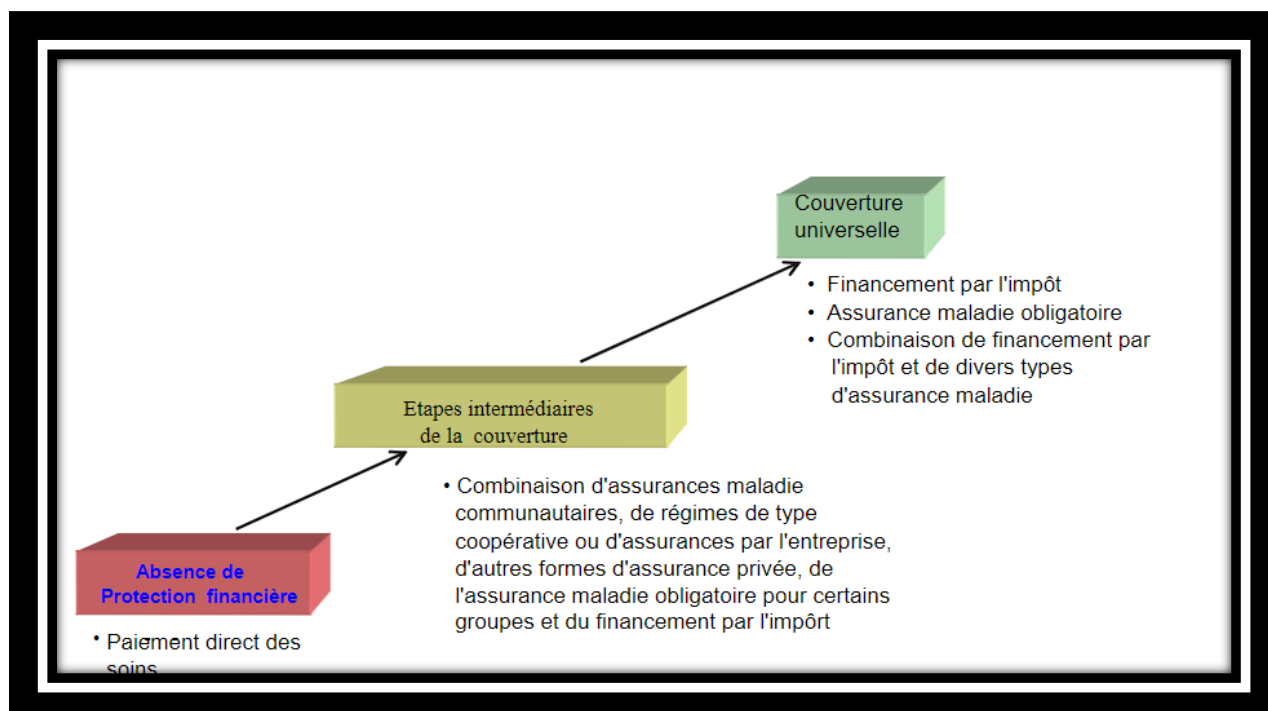


Figure 8 : Modèle de transition vers la couverture sanitaire universelle

3.2.2. Dépenses domestiques

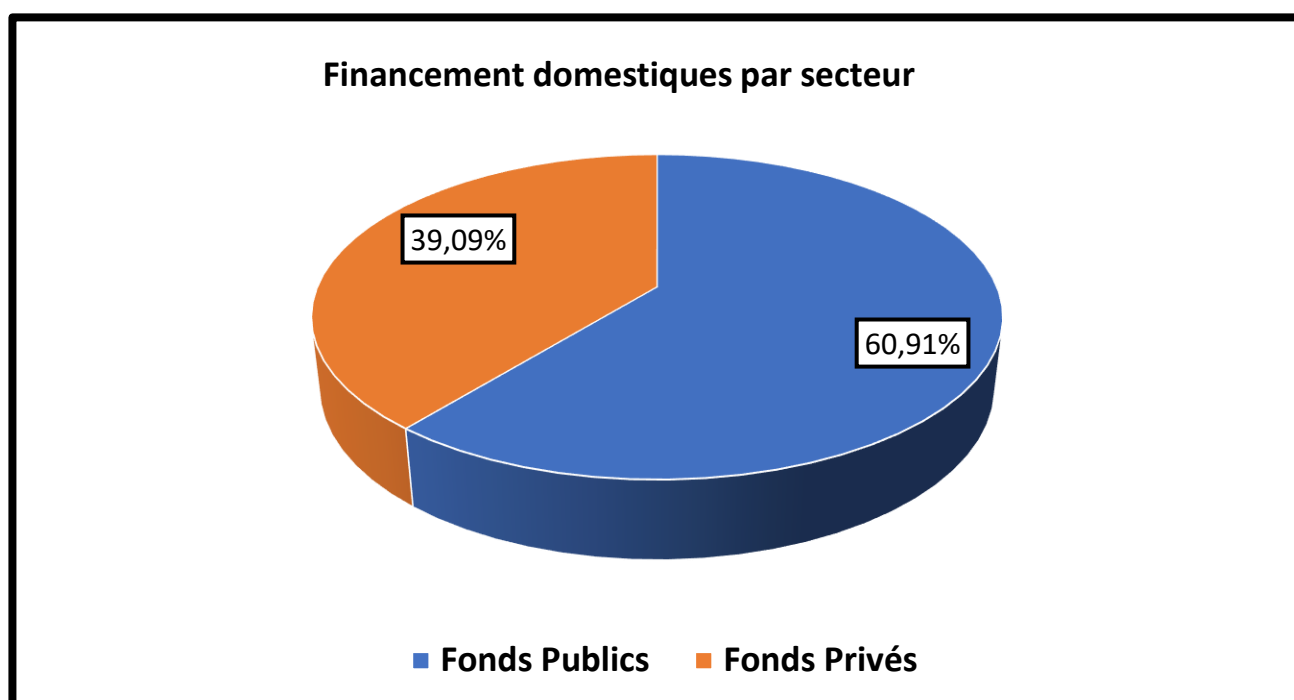


Figure 9 : Répartition des financements domestiques par secteur en 2023

Les fonds domestiques (**14.48%**) des financements du VIH au Togo en 2023) sont constitués des fonds publics et des fonds privés.

Les fonds publics représentent **60,91%** des dépenses domestiques de lutte contre le VIH/sida en 2023 soit **2 212 281 636** alors qu'ils étaient de **2 051 323 502 FCFA** en 2022.

Tableau 6 : Financement de l'Etat pour l'achat des intrants médicaux et ARV 2016-2023

Financement de l'Etat pour les ARV	MONTANT (FCFA)	% de Consommation
2016	1 500 000 000	34%
2017	1 500 000 000	92%
2018	1 500 000 000	79%
2019	1 500 000 000	93%
2020	1 500 000 000	100 %
2021	1 500 000 000	97%
2022	1 500 000 000	100%
2023	2 212 281	95%

Depuis 2016, l'État octroie 1 500 000 000 FCA pour l'achat des ARV. En 2023 les ressources dépensées par l'état uniquement dans l'achat des intrants médicaux VIH s'élèvent à 2 212 281 636 FCFA soit une augmentation des dépenses de 47,4% par rapport 2023.

Tableau 7: Récapitulatif des fonds domestiques (FCFA) en 2023

Rubriques	Montant (CFA)	%
Fonds Publics	2 212 281 636	60,91%
Administration centrale	2 169 070 541	98,05%
Autres entités publiques n.c.a.	43 211 095	1,95%
Fonds Privés	1 419 585 608	39,09%
Entreprises nationales	388 100	0,03%
Ménages	1 401 272 708	98,71%
Autres entités privées de financement n.c.a.	17 924 800	1,26%

Les fonds privés représentent **39.09%** des ressources domestiques engagées dans la riposte au VIH/Sida en 2023.

Les fonds privés sont constitués essentiellement de :

- Fonds des ménages : **98.71%** ;
- Autres entités privées 1.26%

3.2.3. Fonds Internationaux

Les fonds internationaux s'élèvent à **Vingt et un milliards cinq cent cinquante-deux millions sept cent soixante-seize mille quatre-vingt-dix-neuf (21 552 776 099) FCFA** et sont composés des fonds des partenaires multilatéraux à hauteur de **15 029 379 845 FCFA (69,73%)**, des fonds des partenaires bilatéraux **5 619 805 555 FCFA (26,07%)** et des fonds des ONG/fondations internationales, **794 077 322 562 FCFA** soit **(3,68%)**.

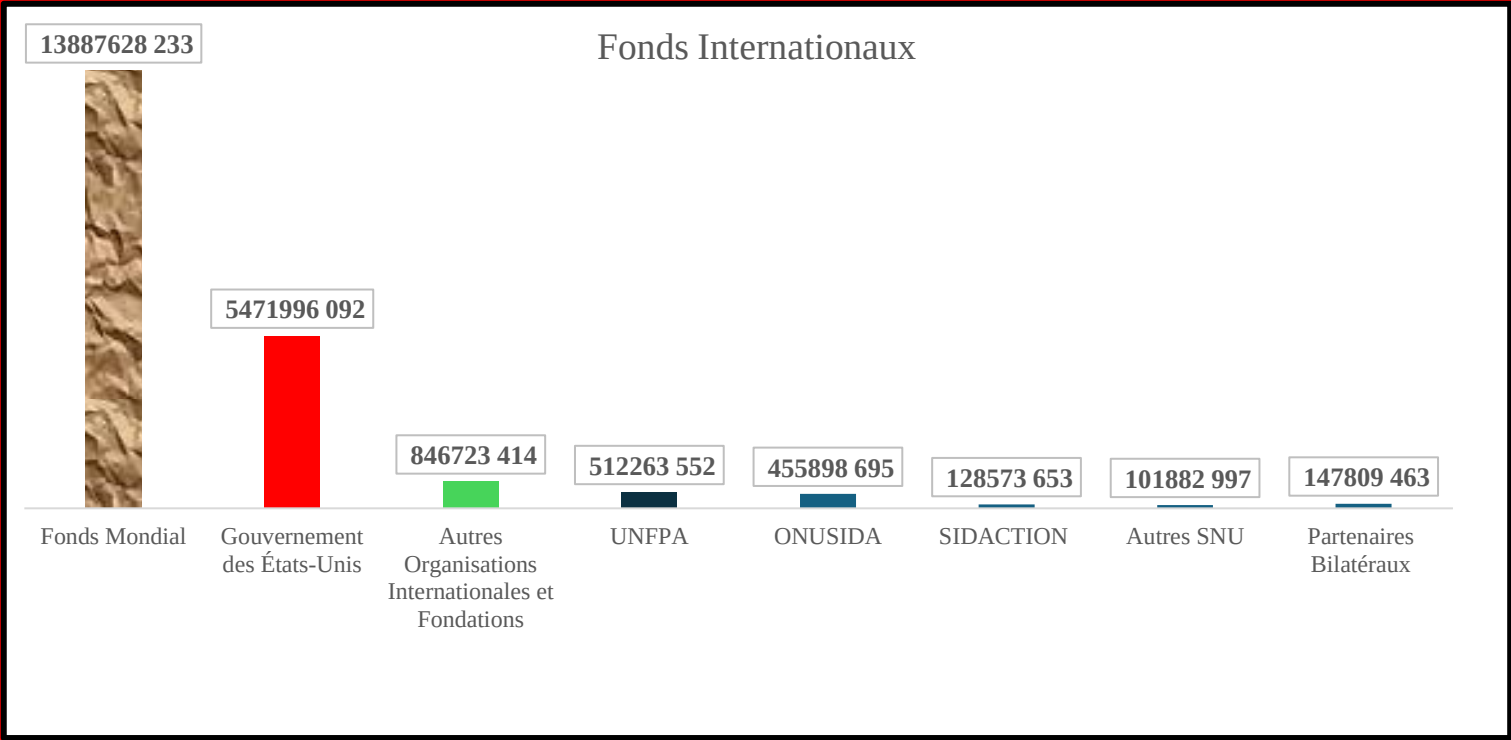
Les fonds des partenaires multilatéraux proviennent principalement du Fonds mondial de lutte contre le Paludisme, le sida et la Tuberculose, le principal pourvoyeur des ressources financières engagées dans la lutte contre le sida au Togo **(13 887 628 233) FCFA, soit (92,40%)** suivi des fonds du Système des Nations Unies : (UNFPA : **(512 263 552) FCFA** ONUSIDA : **(455 898 695) FCFA** suivi de l'OMS : **(24 697 200) FCFA**, PNUD **(10 051 296) FCFA** et Autres organisations multilatérales n.c.a: **(40 200 258) FCFA**.

Les fonds bilatéraux sont dominés par les ressources du Gouvernement Américain exécutées sous PEPFAR et FHI360 **(5 471 996 092) FCFA soit (97,37%)** des fonds bilatéraux, suivies par les ressources provenant du Gouvernement Allemand **(68 252 420) FCFA soit (1,21%)** des fonds bilatéraux), du Gouvernement Français **(42 897 843) soit (0,76%)** des fonds bilatéraux et du Gouvernement du Canada **(31 519 200) FCFA soit (0,56%)** des fonds bilatéraux.

Les fonds des ONG internationales sont répartis comme suit :

- ✓ Autres organisations et fondations internationales à but non lucratif non classifiées ailleurs à hauteur de **(563 814 008) FCFA** soit **(71%)** des fonds des ONG Internationales
- ✓ Sidaction : **(128573653) FCFA (16,19%)**
- ✓ Autres Fondation Internationales **(109 513 377) FCFA (13,79%)**
- ✓ Caritas Internationalis/Catholic Relief Services **(70 358 205) FCFA (8,86%)**
- ✓ International Planned Parenthood Federation: **(31 331 456) FCFA (3,95%)**

Figure 10: Répartition des fonds internationaux en 2023



3.3. Les agents de financement

Les agents de financement de la riposte au VIH/sida au Togo sont principalement : le Secteur Public (l'Etat), le secteur privé (ONG et Associations Nationales) et les organisations d'achats internationales (Partenaires Techniques et Financiers -PTF)

Un agent de financement est une structure ou chargée de mobiliser des ressources financières auprès de différentes Entités de financement (pools), et de les transférer pour acheter ou payer des soins de santé ou office d'acquéreurs directs, ou suivre entièrement les paiements, des ressources affectées à l'approvisionnement en marchandises (services et/ou biens, en vue de satisfaire les besoins en présence.

Encadré 2 : Définition d'Agents de financement selon REDES

Rubriques	Prestataires du secteur public		Prestataires du secteur privé		Entités bilatérales, multilatérales, ONG internationales et fondations - dans les bureaux de pays		Total général
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Fonds Domestiques	2 101 788 587	11,93%	1 530 078 657	29,20%			3 631 867 244
Entités Publiques	2 101 788 587	100,00 %	110 493 049	7,22%			2 212 281 636
Gouvernementale	2 058 577 492	97,94%	110 493 049	100,00%			2 169 070 541
Autres entités publiques n.c.a.	43 211 095	2,06%					43 211 095
Entités Privées	-	0,00%	1 419 585 608	100%			1 419 585 608
Entreprises nationales			388 100	0,03%			388 100
Ménages			1 401 272 708	98,71%			1 401 272 708
Institutions nationales à but non lucratif (autres que d'assurance sociale)			13 964 800	0,98%			13 964 800
Autres entités privées de financement n.c.a.			3 960 000	0,28%			3 960 000
Fonds Internationaux	15 510 005 151	72%	3 710 094 436	17%	2 332 676 512	11%	21 552 776 099
États fournissant de l'aide bilatérale	2 698 578 097	17,40%	1 404 148 676	37,85%	787 260 995	33,75%	4 889 987 768

Rubriques	Prestataires du secteur public		Prestataires du secteur privé		Entités bilatérales, multilatérales, ONG internationales et fondations - dans les bureaux de pays		Total général
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
Organisations multilatérales	12 804 203 054	82,55%	1 401 052 601	37,76%	824 124 190	35,33%	15 029 379 845
Organisations et fondations internationales à but non lucratif	7 224 000	0,05%	795 379 782	21,44%	721 291 327	30,92%	1 523 895 109
Autre international n.c.a.		0,00%	109 513 377	2,95%		0,00%	109 513 377
Total général	17 611 793 738	100,00 %	5 240 173 093	100,00%	2 332 676 512	100%	25 184 643 343

- Les fonds publics sont mis en œuvre par les structures étatiques à hauteur de **95 %** ; par contre les fonds privés (ressources des entreprises, fonds de ménages et des fonds propres des ONG) sont gérés à presque **100%** par les organisations de la société civile.
- **72%** des fonds internationaux ont transité par les structures étatiques, **17%** par les Organisations de la société civile et le secteur privé et **11%** de ces fonds ont transité par les Partenaires internationaux eux même. .
- Les fonds Internationaux sont constitués essentiellement des ressources du Fonds Mondial (**64.44%**) **les fonds du gouvernement américain 25.39%** des fonds bilatéraux). Le bénéficiaire principal du Fonds Mondial est le secrétariat Général du Gouvernement par lequel les Ressources du FM sont passées.

Fonds bilatéraux : Entités bilatérales dans les bureaux des pays, fournissant des biens et des services dans le cadre de la riposte au VIH. Organismes bilatéraux en charge de la gestion des ressources externes faisant office d'Agent de financement dans l'utilisation des ressources que les pays donateurs accordent à titre de subvention. Par exemple l'USAID pour le Gouvernement Américain, l'AFD pour le Gouvernement Français et la GIZ pour le Gouvernement Allemand.

3.4. Fournisseurs de services de lutte contre le VIH / sida dans le pays

Tableau 8 : Fournisseurs des services VIH

Rubriques	Montant en F Cfa	%
Prestataires public	17 611 793 738	69,93%
<i>Hôpitaux (publics)</i>	466 088 525	2,65%
<i>Autorité nationale de coordination de la lutte contre le sida (NACs)</i>	266 104 167	1,51%
<i>Services au sein du ministère de la Santé ou de son équivalent</i>	16 820 583 351	95,51%
<i>Structures de santé mentale et de toxicomanie (parapubliques)</i>	15 806 600	0,09%
<i>Organismes parapublics non ventilés</i>	43 211 095	0,25%
Privées	5 240 173 093	20,81%
<i>Prestataires à but non lucratif non confessionnels</i>	4 444 269 257	84,81%
<i>Prestataires à but non lucratif confessionnels</i>	795 903 836	15,19%
Prestataires Internationaux	2 332 676 512	9,26%
<i>Agences bilatérales</i>	756 400 000	32,43%
<i>Agences multilatérales</i>	402 582 125	17,26%
<i>ONG internationales et fondations</i>	721 291 327	30,92%
<i>Entités bilatérales, multilatérales, ONG internationales et fondations - dans les bureaux de pays non ventilées</i>	452 403 060	19,39%
Total général	25 184 643 343	100%

Sur les ressources mobilisées et dépensées au cours de l'année 2023, les prestataires du secteur public ont exécuté **69,93%** des dépenses liés aux services VIH dans le pays contre **68,63%** en 2022. Ceux du secteur privé ont exécuté **20,81% des dépenses soit** une légère diminution de 2,12% par rapport à l'année 2022. Les fonds exécutés directement par les prestataires internationaux ont connu une légère augmentation avec 9,26% en 2023 contre **8,40%** en 2022 des ressources mobilisées et dépensées.

En effet, avec le transfert des compétences et la politique de pérennisation des interventions, de plus en plus de partenaires ne font pas de prestations directes. Ceux-ci passent par les structures étatiques et communautaires pour la mise en œuvre des interventions.

3.5. Dépenses par catégorie d'interventions

Dans le souci de quantifier les efforts réalisés et ceux à faire pour rendre les services plus proches des bénéficiaires, les interventions peuvent être effectués selon des modalités de service selon l'approche incluse dans la taxonomie REDES.

Tableau 9 : Modalités de services délivrés en 2023

Étiquettes de lignes	Somme de Montant (CFA)	% Total	% ventilable
SDM.01 Modalités des services en structures de soins	2 357 051 394	9,36%	31,13%
En structures de soins : Soins ambulatoires	1 665 592 429	6,61%	22,00%
En structures de soins : Hospitalisation	143 804 818	0,57%	1,90%
Traitement sous observation directe	94 174 950	0,37%	1,24%
En structures de soins non ventilées	441 905 925	1,75%	5,84%
Autres En structures de soins n.c.a.	11 573 272	0,05%	0,15%
SDM.02 Modalités de services à domicile et à assise communautaire	5 214 218 418	20,70%	68,87%
À assise communautaire : centre	2 366 674 285	9,40%	31,26%
À assise communautaire : points de prise	111 390 534	0,44%	1,47%
À assise communautaire : Unité mobile	4 751 060	0,02%	0,06%
À assise communautaire : Action de proximité	2 543 576 923	10,10%	33,60%
À assise communautaire : À domicile (y compris la porte-à-porte)	184 202 786	0,73%	2,43%
Autotest du VIH	1 887 000	0,01%	0,02%
À domicile et à assise communautaire non ventilés	1 735 830	0,01%	0,02%
Total Modalité ventilables	7 571 269 812		
SDM.03 Sans objet (ASC sans SDM spécifique)	15 120 929 832	60,04%	60,04%
SDM.9 Modalités non ventilées	2 250 323 700	8,94%	8,94%
SDM.99 Modalités n.c.a.	242 119 999	0,96%	0,96%
Total général	25 184 643 343		

Les activités ventilables par modalités de services sont les SDM1 et SDM2.

Les activités en assise communautaire représentent **68,87%** de l'ensemble des activités effectuées au cours de l'année 2023. La plupart des activités en assise communautaire se déroulent au sein des structures communautaire (**31,26%**) ; parfois à proximité (33,60%).

Sur l'ensemble des services ventilables par modalités de service, les activités ayant été réalisées en structure de soins représentent 31.13% **des dépenses totales en 2023**.

Les activités non ventilables concernent les approvisionnements, les équipements et leur gestion, de même que les ressources humaines font **69.94%**.

3.5.1. Activités VIH

Selon la nomenclature internationale des comptes relatifs aux dépenses du sida, les activités de lutte contre le VIH et le sida sont classées en 8 grandes catégories d'interventions à savoir : i) prévention, ii) Conseil et dépistage du VIH, iii) soins et traitement, iv) Protection sociale et soutien économique, v) vecteurs sociaux, vi) Vecteurs de programme et renforcement des systèmes, vii) Synergies de développement, et viii) Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH).

Définition ASC : C'est les catégories de dépenses relatives au Sida regroupant les interventions et les activités liées au VIH

En 2023, **25 184 643 343 F cfa** ont été dépensé pour la lutte contre le VIH et le Sida. Pour ses dépenses, 41.80% des dépenses sont allées aux soins et traitement, 29.68% pour les activités en faveur de la gestion des programmes. Les activités de prévention ont mobilisé plus de 14.84% des dépenses et celles du Conseil dépistage représentent 7.94%.

Tableau 10 : Répartition des dépenses par catégories d'interventions en 2023

Rubriques	Montant en Fcfa	
Prévention	3 737 630 794	14,84%
Conseil et dépistage du VIH	1 999 571 527	7,94%
Soins et traitement du VIH	10 527 179 127	41,80%
Protection sociale et soutien économique	435 966 230	1,73%
Vecteurs sociaux (sauf les efforts pour les populations clés sus-visées)	242 117 514	0,96%
Vecteurs de programme et renforcement des systèmes	7 473 578 953	29,68%
Synergies de développement	257 106 317	1,02%
Recherche liée au VIH	511 492 881	2,03%
Total général	25 184 643 343	

Tableau 11 : Répartition des dépenses par activités sur la période de 2019-2023

ACTIVITES	2019	2020	2021	2022	2023
PREVENTION	1 205 455 489	1 883 228 424	1 541 102 888	1 613 646 230	3 737 630 794
CONSEIL ET DEPISTAGE	1 385 265 168	1 772 684 243	1 721 121 356	2 932 547 360	1 999 571 527
SOINS ET TRAITEMENTS	5 402 095 141	6 869 730 740	8 956 808 547	7 919 401 174	10 527 179 127
PROTECTION SOCIALE	157 078 454	235 306 282	160 313 762	167 216 813	435 966 230
VECTEURS SOCIAUX	66 510 856	33 274 527	91 173 713	263 521 904	242 117 514
VECTEURS DE PROGRAMMES ET RENFORCEMENT DES SYSTEMES	2 934 283 880	4 129 287 615	4 572 697 173	7 635 906 031	7 473 578 953
SYNERGIE DE DEVELOPPEMENT	94 333 987	15 423 612	46 903 725	74 328 700	257 106 317
RECHERCHE	31 902 251	167 875 381	29 330 114	48 337 654	511 492 881
TOTAL	11 276 925 226	15 106 810 824	17 119 451 278	20 654 905 865	25 184 643 343

3.5.2. Dépenses liées au VIH selon les régions sanitaires

Tableau 12 : Répartition des dépenses liées au VIH par région sanitaire en 2023

Rubriques	Montant en Fcfa	%
Dépenses nationales	20 118 430 440	79,88%
Grand Lomé	3 342 750 331	13,27%
Maritime	381 319 605	1,51%
Plateaux	270 931 507	1,08%

Centrale	358 628 848	1,42%
Kara	458 558 079	1,82%
Savanes	254 024 533	1,01%
Total général	25 184 643 343	100%

Ces dépenses sont capitalisées dans les six régions sanitaires qui sont : Grand Lomé, Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes. Etant donné que les financements des partenaires techniques et financiers basés essentiellement dans le grand Lomé concernent toutes les régions, de même que beaucoup d'activités déployées par le SP/CNLS-IST et le PNLS-HV-IST, ces fonds ont été regroupés dans une nouvelle catégorie Dépenses Nationales. Ainsi, les dépenses engagées dans la lutte contre le sida au Togo en 2023 sont dominées par les fonds consacrées sous la rubrique dépenses nationales à **79,88%** contre **76,53%** en 2022, suivis de ceux gérés dans la région Grand Lomé **13,27%** contre **16,00%** en 2022, de la Kara **1,82%** contre **1,53% en 2022**, de la Maritime **1,51%** contre **2,07% en 2022** ; de la région Centrale **1,42% contre 0,68% en 2022** ; des Plateaux **1,08%** contre **2,32%** et de la région des savanes **1,01%** contre **0,87%** en 2022

3.6. Activités par entité de financement

Tableau 13 : Répartition des interventions par entité de financement (FCFA) en 2023

ASC/FE	PUBLIQUE		PRIVE		INTERNATIONAUX		Total général
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	
PREVENTION	123 580 434	5,58%	125 550 525	8,84%	3 488 499 835	16,18%	3 737 630 794
CONSEIL DEPISTAGE	507 705 007	22,94%			1 485 058 320	6,89%	1 999 571 527
SOINS ET TRAITEMENT	1 195 099 413	54,02%	110 123 1775	77,57	8 230 847 939	38,18%	10 527 179 127
PROTECTION SOCIALE	1 414 000	0,06%			424 656 430	1,97%	435 966 230
VECTEURS SOCIAUX	8 538 000	0,38%			230 917 514	1,07%	242 117 514
VECTEURS DE PROGRAMMES	375 944 782	17%	173 437 308	12,2	6 924 196 863	32,12%	7 473 578 953
SYNERGIE DE DEVELOPPEMENT				0,0%	257 106 317	1,19%	257 106 317
RECHERCHE LIEE AU VIH				0,0%	511 492 881	2,37%	511 492 881
TOTAL	2 212 281 636	100%	1 419 585 608	100%	21 552 776 099	100%	25 184 643 343

3.6.1. Dépense des Fonds Publics

Sur les **2 212 281 636 FCFA** des dépenses publiques pour le VIH/sida en 2023,

- **54,02 %** sont consacrés aux soins et traitement,
- **22,94%** conseil et dépistage du VIH
- **17%** à la prévention et
- **0,06%** aux Vecteurs de programme et renforcement des systèmes.

3.6.2. Dépenses des Fonds Privés

En ce qui concerne les fonds privés (**1 419 585 608 FCFA**),

- **77,57%** sont consacrés aux services de soins et traitement,
- **12,2%** aux Vecteurs de programme et renforcement des systèmes et
- **0,7%** à la Protection Sociale

3.6.3. Dépense des Fonds Internationaux

Les dépenses des fonds internationaux s'élèvent à **21 552 776 099 FCFA** réparties comme suit :

- **38,18%** aux Soins et Traitements
- **32,12%** aux Vecteurs de programme et renforcement des systèmes,
- **16,18%** à la Prévention
- **6,89%** Conseil et Dépistage du VIH et

- **2,37 %** sont dépensés pour la Recherche liée aux VIH.

Dans chacune des entités de financement, l'accent a été mis particulièrement sur les soins et traitements, les vecteurs de programme, la prévention, le conseil et dépistage. Les domaines de la recherche et des vecteurs sociaux et des synergies de développement souffrent de financement.

3.7. Détails des Dépenses liées aux différentes activités

3.7.1. Dépenses de Prévention par catégorie d'intervention

En 2023, les dépenses effectuées en matière de prévention du VIH et des IST sont estimées à **3 737 630 794 FCFA** soit **14,84%** des dépenses totales.

La prévention est un large ensemble d'activités ou de programmes destinés à réduire les comportements à risque. Elle permet de faire baisser le taux de l'infection à VIH parmi la population et d'améliorer tant la qualité que la sûreté des traitements administrés exclusivement ou principalement aux patients séropositifs au VIH dans les formations sanitaires. Les services de prévention supposent l'élaboration, la diffusion et l'évaluation de matériels adaptés à la langue, à la culture et à l'âge, et qui renforcent les objectifs programmatiques.

Encadré 3 : Définition de la prévention selon REDES

Nombre de personnes touchées par les sensibilisations sur le VIH/Sida en général : 1 978 415
Nombre de personnes sensibilisées sur les violences basées sur le genre : 1 978 415
Nombre de Préservatifs distribués : 20 472 871
Nombre de femmes enceintes VIH+ ayant pris des antirétroviraux pour la PTME : 3488
Nombre de nourrissons nés de mères VIH + ayant bénéficié du diagnostic précoce du VIH (PCR1) : 3057
Nombre de femmes enceintes dépistées au VIH/sida : 247273
Nombre de Cas d'IST diagnostiquées et traitées : 80 366

Encadré 4 : Récapitulatif sensibilisation, VBG, PTME

Les dépenses allouées à la PTME sont de **634 079 405 FCFA** (60 % du budget de préventions).

Les ARV utilisés dans le compte de prévention et du Traitement chez les femmes séropositives ne sont pas pris en compte dans les dépenses de la PTME.

Les dépenses consacrées à la distribution des préservatifs et des lubrifiants dans la population générale et dans les populations clés (PS et leurs clients, HSH, CDI) représentent 7.89 % des dépenses de prévention soit 129 171 815 FCFA.

Tableau 14: Dépenses de prévention

Catégories de dépenses	Montant	%
PREVENTION JEUNES	254 493 532	6,81%
PREVENTION PS	115 166 918	3,08%

PREVENTION HSH	291 086 025	7,79%
PREVENTION UD	248 574 475	6,65%
PREVENTION DETENUS	204 218 476	5,46%
POPULATIONS CLES N.C.A	34 815 005	0,93%
SERVICE DE MARKETING DE PRESERVATIFS	98 048 514	2,62%
PTME	676 419 635	18,10%
Autres populations vulnérables	662 838 594	17,73%
Prévention chez les PVVIH	168 712 649	4,51%
PREVENTION EN MILIEU DE DE TRAVAIL	239 970 081	6,42%
Autres Activités de Prévention	737 045 790	19,72%
Total	3 737 630 794	100%

3.7.2. Ventilation des dépenses de Conseil dépistage

Nombre de tests de dépistage offerts **576 688**

Nombre de femmes enceintes ayant bénéficié d'un test de dépistage au VIH : **247 273**

Tableau 15 : Ventilation des dépenses de Conseil Dépistage en 2023

Rubriques	Montant	%
Conseil et dépistage du VIH pour les professionnels(le)s du sexe	310 223 060	15,51%
Conseil et dépistage du VIH pour les HSH	312 906 648	15,65%
Conseil et dépistage du VIH pour les établissements correctionnels et les centres de détention provisoire	2 060 000	0,10%
Conseil et dépistage du VIH pour les populations vulnérables et accessibles	634 105 432	31,71%
Conseil et dépistage volontaire du VIH pour la population générale	604 248 719	30,22%
Activités de conseil et dépistage du VIH non ventilées	21 677 650	1,08%
Autres activités de conseil et dépistage du VIH n.c.a.	114 350 018	5,72%
Total	1 999 571 527	100,00%

Les interventions de conseil dépistage du VIH pour les populations vulnérables et accessibles ont coûté **634 105 432 FCFA** en 2023 soit un pourcentage de **31,71%** des dépenses totales qui traduit une augmentation par rapport à 2022 qui était de **(0,33%)**. Les autres désagréations en composantes dépistage donne :

- **30,22%** des dépenses sont consacrées au dépistage de la population générale,
- **15,65%** des dépenses sont consacrées au dépistage des HSH,
- **15,51%** des dépenses sont consacrées au dépistage des PS.

3.7.3. Ventilation des dépenses par activités de traitement du VIH

Tableau 16 : Répartition des dépenses de soins et traitement en 2023

Rubriques	Montant	
TAR pour adultes	3 594 182 263	34,14%
TAR pour pédiatrie	170 924 525	1,62%
Traitement antirétroviral non ventilé ni par l'âge ni par ligne de traitement pour PTME	1 235 926 500	11,74%
Traitement antirétroviral n.c.a.	446 749 442	34,14%
Observance et maintien sous TAR - soutien (y compris nourriture et transport) et suivi	1 571 569 818	1,62%
Suivi en laboratoire spécifique lié au TAR	3 194 509 757	11,74%
Prévention de la tuberculose, recherche de cas, dépistage, diagnostic, traitement et observance pour les PVVIH et les populations clés	80 549 425	4,24%
Prévention de l'hépatite, recherche de cas, dépistage, diagnostic, traitement et observance pour les PVVIH et les populations clés	22 479 900	14,93%
Services de soins et de support psychologiques	88 009 107	30,35%
Soins palliatifs	25 649 355	0,77%
Services de soins et de traitement informels non ventilés	90 400 000	0,21%
Services de soins et de traitement informels n.c.a.	6 229 035	0,84%
Total	10 527 179 127	0%

En 2023, les dépenses effectuées en matière de la prise en charge du VIH sont estimées à **10 527 179 127 FCFA** soit **41,82%** des dépenses totales. Elles étaient de **7 919 401 174 FCFA** en 2022 soit **38,34%**.

Les dépenses liées à la thérapie ARV adultes et enfants représentent 34,14 % des dépenses consacrées aux soins et traitement soit 3 594 182 263 FCFA en 2023 ; elles étaient de 4 836 319 390 FCFA en 2022.

L'ensemble des dépenses pour le traitement ARV est de **5 447 782 730 F cfa**

Les dépenses liées à l'observance et maintien sous TAR - soutien (y compris nourriture et transport) et le suivi de traitement représentent 1,62% des dépenses consacrées aux soins et traitement.

Les résultats programmatiques enregistrés en 2023 en matière de soins et traitement transparaissent dans l'encadré suivant :

Nombres de PVVIH inscrits dans les structures de soins : 90 241

Nombre de PVVIH sous traitement ARV : 90 229

Nombre de PVVIH (adultes, adolescents et enfants) ayant bénéficié d'une charge virale : 75 417

Encadré 5 : Principaux résultats en matière de soins et traitement en 2023

La catégorie soins et traitement comprend les dépenses, achats, transferts et investissements réalisés pour mettre au point des activités dans les dispensaires, à domicile et dans les communautés afin de dispenser le traitement et les soins aux adultes et aux enfants séropositifs au VIH.

Encadré 6 : Définition Soins et traitement

En 2023, les dépenses exécutées en matière du renforcement des systèmes nationaux et à la gestion des programmes liés au VIH/sida représentent **7 473 578 953 FCFA soit 29,68%** des dépenses totales. Ces dépenses étaient de **7 635 906 031 FCFA** en 2022 soit 36,97%. On constate une légère régression des dépenses liées au renforcement des systèmes nationaux et à la gestion des programmes par rapport à l'année 2022.

Tableau 17 : **Dépenses consacrées au renforcement des systèmes nationaux et à la gestion des programmes liés au VIH / sida en 2023**

Rubriques	Montant en FCFA	%
Coûts d'administration et de gestion du programme (au-dessus du niveau de prestation de services)	2 976 252 064	39,82%
Programmation stratégique, coordination et élaboration de politiques	1 151 685 489	15,41%
Suivi et évaluation	769 985 372	10,30%
Achats et chaîne d'approvisionnement	705 551 220	9,44%
Ressources humaines pour la santé	519 371 622	6,95%
Consolidation des systèmes de laboratoire	433 363 244	5,80%
Recherches scientifiques sur les opérations et la mise en œuvre	276 091 065	3,69%
Renforcement du système communautaire	257 236 625	3,44%
Surveillance sérologique (séro-surveillance)	127 711 861	1,71%
Systèmes d'information de gestion	72 314 022	0,97%
Suivi et contrôle financiers (Estimations nationales des ressources et dépenses relatives au sida -REDES (NASA))	61 853 750	0,83%
Vecteurs de programme et renforcement des systèmes non ventilés	30 417 560	0,41%
Informations stratégiques non ventilées par type	23 589 080	0,32%
Renforcement du système public non ventilé	21 392 565	0,29%
Favoriser l'engagement significatif pour une représentation au sein des processus clés de gouvernance, de réforme et d'élaboration des politiques	16 265 992	0,22%
Vecteurs de programme et renforcement des systèmes non ventilés	10 856 910	0,15%
Renforcement des systèmes financiers et comptables	9 423 112	0,13%
Surveillance de la résistance aux médicaments du VIH	8 901 000	0,12%
Développement institutionnel et organisationnel (santé, social, éducation, etc.)	1 316 400	0,02%
Total	7 473 578 953	100%

Les dépenses liées aux coûts d'administration et de gestion du programme représentent **39,82 %** de cette catégorie de dépense (2 976 252 064 **FCFA**) suivies des dépenses consacrées à la programmation stratégique, coordination et élaboration de politiques (**15,41%**) et de celles au suivi évaluation (**10,30%**).

Les dépenses allouées au Développement institutionnel de la société civile et des ONG de même que celles des interventions du personnel de santé en milieu communautaire sont très faibles et sont respectivement de (**0,02%**) et de (**0,15%**)

Les dépenses liées aux programmes concernent les dépenses administratives ne relevant pas de la pratique de soins de santé. Les dépenses liées aux programmes regroupent les services tels que la gestion des programmes de lutte contre le sida, le suivi et l'évaluation (M&E), la sensibilisation, la formation avant l'entrée en fonctions, l'amélioration des structures au moyen d'achats d'équipements de laboratoire et de télécommunications. Cela comprend également les investissements à long terme, tels que la construction d'établissements de santé, qui profitent à l'ensemble du système de santé. Il est important de noter que lorsqu'on associe les dépenses liées aux programmes à l'accès des personnes au traitement et à la prévention, seule la part d'investissement contribuant à la riposte au VIH et nécessaire au financement des services fournis dans le cadre de la riposte à ce fléau est enregistrée.

Encadré 7: Définition de gestion et de programmes selon le REDES

3.7.4. Protection sociale

Les dépenses consacrées à la protection sociale s'élèvent à **435 966 230 FCFA** soit **1,73%** des dépenses totales ; celle-ci était de **167 216 813 FCFA** soit 0,8% en 2022.

La protection sociale comprend les services sociaux et la sécurité sociale personnalisée. Cela regroupe les dépenses relatives aux services et aux moyens financiers accordés aux personnes et aux ménages, et s'ajoutent aux dépenses liées aux services fournis collectivement.

Tableau 18: Dépenses en faveur de la protection sociale

Rubriques	Montant	
Besoins essentiels des OEV (santé, éducation, logement)	82 168 372	18,85%
Soutien institutionnel et communautaire des OEV	14 355 720	3,29%
Services sociaux pour les OEV (y compris prestations financières)	7 832 700	1,80%
Services OEV non ventilés par activité	1 800 000	0,41%
Services OEV n.c.a.	51 550 960	11,82%
Protection sociale par des prestations monétaires ou en nature	725 000	0,17%
Protection sociale par la fourniture de services sociaux	209 391 995	48,03%

Projets de génération de revenus spécifiques au VIH	414 000	0,09%
Services de protection sociale et services sociaux non ventilés par type	2 600 000	0,60%
Services de protection sociale et services sociaux n.c.a.	10 415 272	2,39%
Activités de protection sociale n.c.a.	54 712 211	12,55%
Total	435 966 230	100%

3.7.5. Vecteurs sociaux

Les dépenses des vecteurs sociaux font 242 117 514 **FCFA** soit **0,96%** des dépenses totales. Elles étaient de **263 521 904 FCFA** 2022. Les interventions pour la réduction de la stigmatisation et de la discrimination et les Programmes relatifs aux droits de l'homme non ventilés par type sont de l'ordre respectif de **58,17%** et **13,97%** des dépenses en faveur de vecteurs de programmes.

Tableau 19: dépenses en faveurs des vecteurs sociaux en 2023

Rubriques	Montant en FCFA	%
Réduction de la stigmatisation et de la discrimination	140 837 600	58,17%
Réduction de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes dans le contexte du VIH	15 219 096	6,29%
Renforcement des capacités en matière de droits de l'homme	27 451 710	11,34%
Programmes relatifs aux droits de l'homme non ventilés par type	33 815 210	13,97%
Programmes relatifs aux droits de l'homme n.c.a.	9 117 124	3,77%
Vecteurs sociaux non ventilés par type	15 676 774	6,47%
Total	242 117 514	100%

3.7.6. Synergies de développement

Les activités liées à cette catégorie sont évaluées à un montant de **257 106 317 FCFA** soit **1,02%** des dépenses totales en 2023. Ces dépenses ont presque triplées entre 2022 et 2023 passant de 74 **328 700 FCFA** en 2022 à **257 106 317 FCFA** en 2023. Ceci s'explique par les renforcements des capacités des prestataires par le PNLS sur les économies dégagées dans le NFM3.

Tableau 20: Dépenses en faveurs des synergies de développement

Rubrique	Montant (CFA)	%
Éducation formative en vue de former un personnel spécialisé dans le VIH et d'autres formations non liées à une activité spécifique (p. ex. avant le service) à l'aide de ressources réservées au VIH	232 689 360	90,50%
Réduire la violence liée à la diversité sexuelle	125 000	0,05%
Éducation formative en vue de former un personnel spécialisé dans le VIH et d'autres formations non liées à une activité spécifique non ventilée	15 985 164	6,22%

Education formative en vue de former un personnel spécialisé dans le VIH et d'autres formations non liées à une activité spécifique non classée ailleurs (n.c.a.)	8 306 793	3,23%
Total	257 106 317	100%

3.7.7. Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH)

Les dépenses en la matière de la recherche liée au VIH sont estimées à **1 022 985 762 FCFA** soit **4,06%** des dépenses totales effectuées en 2023. Elles étaient de **48 337 654 FCFA** soit un taux de **0,2%**.

En général, l'activité de recherche liée au VIH comprend :

- ✓ Recherche biomédicale
- ✓ **Recherche clinique**
- ✓ Recherche épidémiologique
- ✓ Recherche socio-comportementale
- ✓ Recherche économique
- ✓ Recherche sur les vaccins

La recherche liée au VIH est définie comme la production des connaissances pouvant contribuer à prévenir le VIH, à promouvoir, à restaurer, à maintenir, à protéger et à améliorer le développement et le bien-être des populations.

Encadré 8 : définition de la recherche

3.8. Fournisseurs de services de lutte contre le VIH / sida dans le pays

Les dépenses en fonction des prestataires de services en 2023 sont dominées par les prestataires du secteur public avec **69,93%** des dépenses totales, suivis par les prestataires du secteur privé avec un taux de **20,81%** et les prestataires internationaux qui représentent **9,26%** des dépenses totales.

Tableau 21 : Fournisseurs de services VIH en 2023

Rubriques	Montant en F CFA	%
Prestataires du secteur public	17 611 793 738	69,93%
Prestataires du secteur privé	5 240 173 093	20,81%
Entités bilatérales, multilatérales, ONG internationales et fondations - dans les bureaux de pays	2 332 676 512	9,26%
Total général	25 184 643 343	100%

3.9. Bénéficiaires des dépenses consacrées au VIH / sida au Togo

La nomenclature adoptée par REDES distingue quatre grandes catégories de personnes bénéficiaires des prestations dans le cadre de la réponse au VIH/sida :

- Les PVVIH
- Les populations Clés
- Les populations vulnérables, accessibles et autres populations cibles dont les Femmes enceintes, les OEV, les enfants d'école primaire, les collégiens et lycéens, les étudiants, les enfants et les jeunes de la rue, les professionnels de santé, les militaires, les chauffeurs...
- La population générale (adulte, jeunes, hommes et femmes)

Tableau 22 : Populations bénéficiaires en 2023

Rubriques	Montant en Fcfa	%
PVVIH	11 605 401 887	46,08%
Adultes et jeunes (âgés de 15 ans et plus) vivant avec le VIH	797 826 712	6,87%
Enfants (âgés de moins de 15 ans) vivant avec le VIH	180 557 678	1,56%
Personnes vivant avec le VIH non ventilées par l'âge ou le sexe	10 627 017 497	91,57%
Populations clés	1 188 569 416	4,72%
Consommateurs de drogues injectables et leurs partenaires sexuels	8 051 100	0,68%
Professionnel(le)s du sexe et leurs clients	210 309 110	17,69%
Hommes homosexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH)	332 578 422	27,98%
Détenus d'établissements correctionnels (prisonniers) et autres personnes institutionnalisées	197 397 854	16,61%
« Populations clés » non ventilées par le type	440 232 930	37,04%
Populations vulnérables, accessibles et autres populations cibles	2 454 395 938	9,75%
Orphelins et enfants vulnérables (OEV)	161 404 659	6,58%
Femmes enceintes et allaitantes séropositives (non sous TAR) et leurs enfants à naître (au statut VIH non déterminé) et nouveau-nés	207 447 057	8,45%
Adolescentes et jeunes femmes dans les pays à forte prévalence du VIH	2 182 560	0,09%
Enfants et jeunes déscolarisés	13 291 764	0,54%
Enfants et jeunes institutionnalisés	2 808 000	0,11%
Collégiens et lycéens/Étudiants d'université	120 319 466	4,90%
Professionnels de santé	1 446 828 095	58,95%
Salariés (par ex. pour les interventions en milieu de travail)	282 044 307	11,49%
Populations vulnérables, accessibles et autres populations cibles non ventilées par type	126 350 637	5,15%
Autres populations vulnérables, accessibles et autres populations cibles n.c.a.	91 719 393	3,74%
Population générale	3 763 933 015	14,95%
Enfants (âgés de moins de 15 ans)	3 876 100	0,10%

Jeunes (âgés de 15 à 24 ans)	114 129 149	3,03%
Population générale non ventilée par l'âge ou le sexe.	3 645 927 766	96,86%
Interventions non ciblées	6 105 049 239	24,24%
Populations ciblées spécifiques non classées ailleurs (n.c.a.)	67 293 848	0,27%
Total général	25 184 643 343	

Les PVVIH sont les principaux bénéficiaires de la riposte au VIH. En 2023, les dépenses effectuées à cette catégorie s'élèvent à **11 605 401 887 FCFA** soit **46,08%** des dépenses totales contre **7 971 785 630 FCFA** en 2022. Elle est suivie de la population générale avec **3 763 933 015 FCFA (14,95%)**, des populations vulnérables accessibles qui représentent **2 454 395 938 FCFA (9,75%)** et des populations clés **1 188 569 416 FCFA** soit un taux de **(4,72%)**

3.9.1. Dépenses consacrées aux PVVIH

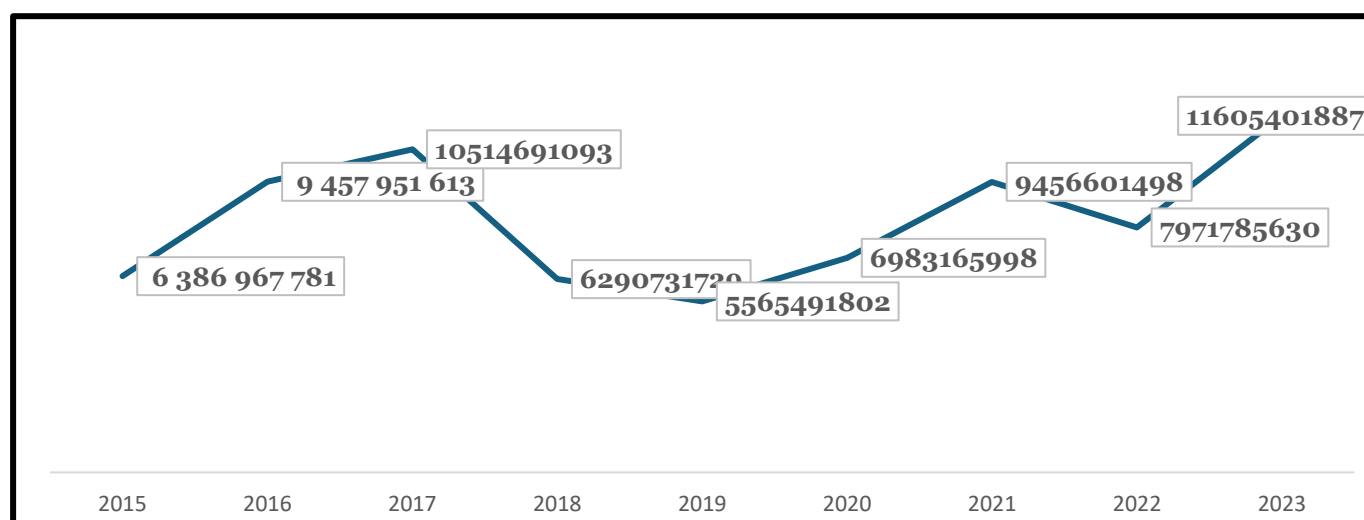


Figure 11 : Evolution des dépenses liées aux PVVIH de 2015 à 2023

Les soins et traitements évalués à **9 836 821 154 FCFA** soit **84,8%** du montant total constituent la plus grande part des catégories de dépenses en faveur des PVVIH. Depuis 2015, les dépenses consacrées au soins et traitement ont évolué passant de **6.3 Milliards** en 2015 à **10.5 Milliards** en 2017 puis a régressé en 2018 à **6.2 Milliards**, **5.5 Milliards** en 2019 et **6.9 milliards** en 2020. En 2021, elles ont rebondi à **9.4 Milliards**. De **7.9 Milliards** en 2022, elles sont passées à **11.6 Milliards** en 2023.

Tableau 23 : Catégorie de dépenses consacrées aux PVVIH en 2023

Rubriques	Montant	%
Prévention	691 842 010	6,0%
Cinq piliers de la prévention	22 333 495	3,2%
Prévention de la transmission verticale de l'infection par VIH (PTME)	430 756 111	62,3%
Activités programmatiques pour les autres populations vulnérables et accessibles	70 311 255	10,2%

Rubriques	Montant	%
Prévention de la transmission du VIH destinée aux personnes vivant avec le VIH et à leurs partenaires (y compris les couples sérodiscordants)	168 441 149	24,3%
Conseil et dépistage du VIH	42 312 557	0,4%
Conseil et dépistage du VIH pour les populations vulnérables et accessibles	5 598 000	13,2%
Conseil et dépistage volontaire du VIH pour la population générale	3 833 208	9,1%
Autres activités de conseil et dépistage du VIH n.c.a.	32 881 349	77,7%
Soins et traitement du VIH	9 836 821 154	84,8%
Traitement antirétroviral	5 008 660 648	50,9%
Observance et maintien sous TAR - soutien (y compris nourriture et transport) et suivi	1 381 479 821	14,0%
Suivi en laboratoire spécifique lié au TAR	3 183 286 562	32,4%
Co-infections et infections opportunistes : prévention et traitement pour les PVVIH et les populations clés	83 232 177	0,8%
Services de soins et de support psychologiques	64 112 591	0,7%
Soins palliatifs	25 649 355	0,3%
Services de soins et de traitement informels non ventilés	90 400 000	0,9%
Protection sociale et soutien économique (pour les PVVIH, leurs familles, les populations clés et les orphelins et enfants vulnérables) (où des fonds affectés au VIH sont utilisés)	252 262 320	2,2%
Services OEV n.c.a.	828 100	0,3%
Protection sociale par la fourniture de services sociaux	196 722 009	78,0%
Activités de protection sociale n.c.a.	54 712 211	21,7%
Vecteurs sociaux (sauf les efforts pour les populations clés sus-visées)	90 893 870	0,8%
Réduction de la stigmatisation et de la discrimination	60 000 000	66,0%
Réduction de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes dans le contexte du VIH	15 217 096	16,7%
Vecteurs sociaux non ventilés par type	15 676 774	17,2%
Vecteurs de programme et renforcement des systèmes	662 771 036	5,7%
Coûts d'administration et de gestion du programme (au-dessus du niveau de prestation de services)	3 457 500	0,5%
Suivi et évaluation	2 426 039	0,4%
Surveillance sérologique (séro-surveillance)	36 059 743	5,4%
Achats et chaîne d'approvisionnement	620 827 754	93,7%
Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH)	28 498 940	0,2%
Recherche clinique	12 480 000	43,8%
Activités de recherche liée au sida et au VIH n.c.a.	16 018 940	56,2%
Total général	11 605 401 887	100,0%

Tableau 24 : Répartition des dépenses consacrées aux composantes des PVVIH en 2023

Rubriques	Adultes et jeunes (âgés de 15 ans et plus) vivant avec le VIH	Enfants (âgés de moins de 15 ans) vivant avec le VIH	Personnes vivant avec le VIH non ventilées par l'âge ou le sexe	Total
Prévention	488 875 120	5 799 945	197 166 945	691 842 010
Conseil et dépistage du VIH	4 019 241	3 833 208	34 460 108	42 312 557
Soins et traitement du VIH	99 587 042	170 924 525	9 566 309 587	9 836 821 154
Protection sociale et soutien économique	196 722 009		55 540 311	252 262 320
Vecteurs sociaux (sauf les efforts pour les populations clés sus-visées)	5 165 800		85 728 070	90 893 870
Vecteurs de programme et renforcement des systèmes	3 457 500		659 313 536	662 771 036
Synergies de développement				-
Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH)			28 498 940	28 498 940
Total général	797 826 712	180 557 678	10 627 017 497	11 605 401 887

Au vu des dépenses consacrées aux PVVIH en 2023, on remarque que plus de 91% sont non ventilées.

3.9.2. Dépenses par activité pour les populations clés

Les populations clés

Les populations clés peuvent être regroupées en fonction du comportement auquel elles se livrent et qui leur fait courir un plus grand risque d'exposition au VIH. Cela permet d'identifier les populations qui devraient être prioritaires pour les efforts de suivi et d'évaluation de programmes nationaux et infranationaux. Ces regroupements des populations les plus à risque se présentent généralement comme suit : les professionnel(le)s du sexe (« SW »), leurs clients, les consommateurs de drogues injectables (« PWID »), les hommes homosexuels et autres hommes qui ont des rapports sexuels avec (HSH, « MSM » en anglais), les personnes transsexuelles (« TG ») et les détenus d'établissements correctionnels ou de centres de détention provisoire (prisonniers). Il s'agit là des populations plus susceptibles d'avoir des taux élevés d'échange de partenaires sexuels, de pratiquer des rapports sexuels non protégés avec des partenaires multiples ou d'utiliser du matériel d'injection de drogues non stérile, soit autant d'activités qui les exposent à un risque d'exposition au VIH. Chaque population clé a un code spécifique. Les interventions pour chaque type de populations clés doivent être enregistrées selon les codes suivants : BP.02.01 pour les Consommateurs de drogues injectables et leurs partenaires sexuels, BP.02.02 pour les professionnel(le)s du sexe et leurs clients, BP.02.03 pour les Hommes homosexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), BP.02.05 pour les Détenus d'établissements correctionnels (prisonniers) et autres personnes institutionnalisées

Figure 12: Définition des Populations clés

En 2023, les dépenses effectuées à l'endroit des populations clés s'élèvent à **1 188 569 416 FCFA** soit **4,72 %** des dépenses totales. Elles étaient de **862 033 103 FCFA** en 2022. On constate une petite augmentation par rapport à l'année précédente.

Les efforts consentis en faveur des populations clés s'expliquent par l'engagement de l'Etat et des partenaires d'investir pour avoir de hauts impacts. Le nouveau Plan Stratégique National 2023-2026 et le nouveau modèle de financement du Fonds Mondial, de même que les financements PEPFAR du gouvernement américain sont autant d'opportunités pour accroître les ressources en faveur des groupes clés.

Tableau 25 : Répartition des dépenses par cible de populations clés par catégorie d'intervention en 2023

Étiquettes de lignes	CD	PS	HSH	Détenus	« KP non ventilées par le type	Total
Prévention	8 051 100	30 661 045	217 223 072	193 219 476	160 515 314	609 670 007
Conseil et dépistage du VIH		8 098 700	10 782 288	1 820 000	2 468 000	23 168 988
Soins et traitement du VIH		2 908 655	5 129 500		1 215 300	9 253 455
Vecteurs sociaux (sauf les efforts pour les populations			14 451 324		60 000 000	74 451 324

Étiquettes de lignes	CD	PS	HSH	Détenus	« KP non ventilées par le type	Total
clés sus-visées)						
Vecteurs de programme et renforcement des systèmes		168 640 710	80 914 780	2 358 378	216 034 316	467 948 184
Synergies de développement			2 691 243			2 691 243
Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH)			1 386 215			1 386 215
Total général	8 051 100	210 309 110	332 578 422	197 397 854	440 232 930	1 188 569 416

La répartition des dépenses allouées aux populations clés nous montre que :

- **210 309 110 FCFA** aux PS,
- **332 578 422 FCFA** sont allés aux HSH,
- **440 232 930 FCFA** aux populations clés non ventilée par type et,
- **8 051 100 FCFA** sont dépensées en faveur des consommateurs de drogue,
- **197 397 854** pour les détenus.

En ce qui concerne les dépenses consacrées aux populations clés, on constate une baisse des dépenses chez les HSH, les Consommateurs de Drogues et chez Détenus par rapport en 2022. Par contre chez les PS et les populations clés non ventilés, on note une légère augmentation.

La répartition des dépenses allouées aux populations clés par catégorie d'intervention donne :

- ❖ **51,29 %** sont allées à la prévention,
- ❖ **39,37%** sont allées à la gestion des programmes,
- ❖ **6,26 %** aux vecteurs sociaux
- ❖ **1,94 %** au conseil et dépistage,
- ❖ **0,77 %** pour les soins et traitements,
- ❖ **0,22 %** à la synergie de développement.

Il reste beaucoup d'efforts à fournir dans les catégories comme la protection sociale et soutien économique et la recherche liée au VIH.

Les dépenses de 2023 en faveurs des populations clés s'élèvent à **1 188 569 416 FCFA**. Bien que ces dépenses semblent être légèrement à la hausse par rapport à l'année 2022, les autres catégories de dépenses en faveurs des populations clés sont contenues dans les dépenses non classifiées ailleurs. En effet, beaucoup de prestataire de service n'arrivent pas à faire la distinction des populations bénéficiaires surtout en ce qui concerne les populations clés.

Les principaux résultats enregistrés en matière de prévention chez les populations sont

Chez les Professionnel(le)s du Sexe (PS) :

- ✓ 27074 personnes sensibilisées
- ✓ 1 272 802 préservatifs et **603 381** gels distribués
- 15 860 personnes dépistées
- ✓ 4 256 cas IST diagnostiqués et traités

Chez les Hommes ayant des Rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) :

- ✓ 18 425 personnes sensibilisées
- ✓ 710194 préservatifs et **XXX** gels distribués
- ✓ **10 588** personnes dépistées
- ✓ **867** cas IST diagnostiqués et traités

Chez les Consommateurs de Drogues et Consommateurs de Drogues Injectables (CDI/) :

- ✓ **2262** personnes sensibilisées
- ✓ **296 501** préservatifs
- ✓ **874** personnes dépistées
- ✓ **63** cas d'IST diagnostiqués et traités
- ✓ **193 Personnes ont bénéficié de la Méthadone**

Chez les Détenus :

- ✓ **4442** personnes sensibilisées
- ✓ **6462** personnes dépistées
- ✓ **942** cas IST diagnostiqués et traités

Tableau 24 : Evolution des dépenses par populations clés de 2018 à 2023 (en FCFA)

Populations Clés	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PS et leurs clients	711 011 499	452 924 122	1 223 977 646	1231814 646	170 036 552	210309110
HSH	841 421 900	476 442 617	970 215 359	1104443 80	363 317 043	332578422
Détenus	1 731 250	1 450 080	1 600 550	10 107 988	2 330 000	197397854
Consommateurs de Drogues	5 504 224	5 631 227	-	37 278 599	17 554 200	8 051 100
TOTAL	1559668 873	1003 086 044	2 231 585 555	2383 645 213	553 239 817	748 336 486

3.9.3. Ventilation des dépenses consacrées aux activités en faveur des orphelins et des enfants vulnérables

Tableau 26 : Dépenses consacrées aux activités pour les OEV en 2023

Rubriques	OEV
Prévention de la tuberculose, recherche de cas, dépistage, diagnostic, traitement et observance pour les PVVIH et les populations clés	354 000,0
Besoins essentiels des OEV (santé, éducation, logement)	82 168 372,0
Soutien institutionnel et communautaire des OEV	14 355 720,0
Services sociaux pour les OEV (y compris prestations financières)	7 832 700,0
Services OEV non ventilés par activité	56 693 867,0
Total général	161 404 659,0

En 2023, les dépenses allouées aux OEV s'élèvent à 161 404 659 FCFA. Les principales composantes des OEV (besoins essentiels des OEV, soutien institutionnel et communautaire des OEV et services sociaux pour les OEV) constituent une part essentielle **(64,66%)** des dépenses consacrées à cette cible.

Parmi ces activités, les besoins essentiels des OEV occupent la plus grande part des dépenses avec un montant de **(82 168 372)** soit **50,91%**.

3.9.4. Dépenses consacrées aux femmes

Tableau 27 : Dépenses consacrées aux femmes pour l'année 2023

Rubriques	Total
Services destinés aux populations clés	15 123 545
Préservatifs (pour la prévention du VIH) pour la population générale (à l'exception des populations clés et des AJF ci-dessus)	120 000
Prophylaxie pré-exposition (PrEP)	5 767 100
Prévention de la transmission verticale de l'infection par VIH (PTME)	634 079 405
Mobilisation de la communauté pour les populations autres que les populations clés	160 000
Activités programmatiques pour les autres populations vulnérables et accessibles	470 000
Prévention de la transmission du VIH destinée aux personnes vivant avec le VIH et à leurs partenaires (y compris les couples sérodiscordants)	9 453 190
Activités de prévention non ventilées	2 425 000
Protection sociale par la fourniture de services sociaux	196 722 009
Réduction de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes dans le contexte du VIH	2 000
Programmes relatifs aux droits de l'homme non ventilés par type	2 425 000
Suivi et évaluation	264 000
Activités Non classifiées ailleurs	198 550 169
Total général	1 065 561 418

Les dépenses consacrées à la population adulte féminine s'élèvent à **1 065 561 418** FCFA en 2023. Elles sont légèrement plus élevées que celles de 2022 (**371 250 249 FCFA**). 59,51% de ces dépenses sont consacrées aux activités de Prévention de la transmission verticale de l'infection par VIH (PTME). 18,46% sont dépensés pour la Protection sociale par la fourniture de services sociaux.

3.9.5. Dépenses consacrées aux jeunes

Tableau 28 : Dépenses consacrées aux jeunes, année 2023

Rubriques	Montant
Cinq piliers de la prévention	285 716 878
La prévention pour les adolescentes et les jeunes femmes (AJF) et leurs partenaires masculins dans les milieux à forte prévalence du VIH	151 713 398
Autres activités de prévention	77 942 640
Communication visée au changement du comportement social (SBCC) pour les populations autres que les populations clés	2 350 000
Mobilisation de la communauté pour les populations autres que les populations clés	2 968 000
Prévention pour les enfants et les jeunes (à l'exclusion des AJF dans les pays à forte prévalence du VIH)	26 527 330
Autres activités de prévention n.c.a.	24 215 510
Conseil et dépistage volontaire du VIH	17 754 558
Conseil et dépistage volontaire du VIH pour la population générale	12 577 908
Activités de conseil et dépistage du VIH non ventilées	5 176 650
Soins et Traitement du VIH	161 404 659
Observance et maintien sous TAR - soutien (y compris nourriture et transport) et suivi	670 000
Suivi en laboratoire spécifique lié au TAR	236 817
Co-infections et infections opportunistes : prévention et traitement pour les PVVIH et les populations clés	354 000
Services de soins et de support psychologiques	3 264 190
Besoins essentiels des OEV (santé, éducation, logement)	82 168 372
Soutien institutionnel et communautaire des OEV	14 355 720
Services sociaux pour les OEV (y compris prestations financières)	7 832 700
Services OEV non ventilés par activité	1 800 000
Services OEV n.c.a.	50 722 860
Vecteurs de programme et de renforcement de capacités	16 643 896
Programmes relatifs aux droits de l'homme	2 000
Coûts d'administration et de gestion du programme (au-dessus du niveau de prestation de services)	311 500
Suivi et évaluation	6 750 116
Informations stratégiques non ventilées par type	8 263 880
Développement institutionnel et organisationnel (santé, social, éducation, etc.)	1 316 400
Total général	481 519 991

En 2023, les dépenses consacrées aux jeunes représentent **1,91%** des dépenses totales dans la riposte au VIH.

En ce qui concerne les interventions à l'endroit de cette cible, pour la prévention, **53,10%** de ces dépenses sont affectées à la prévention dans le cadre de programmes pour les AJF et leurs partenaires masculins ; **9,28%** pour la Communication visée au changement du comportement social (SBCC) pour les populations autres que les populations clés.

32,58% des dépenses sont allées à la protection sociale.

En matière du conseil et dépistage, **3,69%** des dépenses allouées aux jeunes sont consacrés pour le dépistage ; **0,94%** aux soins et traitement et **3,46%** aux vecteurs de programme et renforcement de capacités.

3.9.6. Dépenses liées aux activités pour les groupes vulnérables et accessibles

Le montant des dépenses totales pour les groupes de population vulnérables s'élève à **1 667 287 860 Fcfa**

Tableau 29 : Dépenses par groupes de populations vulnérables et accessibles en 2023

Rubriques	Montant en FCFA
Prévention	414 952 587
Conseil et dépistage du VIH	49 095 320
Soins et traitement du VIH	40 743 681
Protection sociale et soutien économique	159 479 652
Vecteurs sociaux (sauf les efforts pour les populations clés sus-visées)	1 460 000
Vecteurs de programme et renforcement des systèmes	1 299 194 879
Synergies de développement	8 306 793
Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH)	481 163 026
Total général	2 454 395 938

- 52,93% des dépenses pour les groupes vulnérables et accessibles consacrées aux vecteurs de programmes
- 19,60% des dépenses sont allées à la Recherche liée au VIH (payée à partir de fonds affectés au VIH)
- 16,91% sont consacrées à la prévention

3.10. Comparaison des dépenses de la NASA avec les estimations du PSN

Le REDES montre que le pays est à un fort taux de des ressources mobilisées et dépenses qui est de **(25 184 643 343 FCFA)**. A la suite de la révision du PSN et de l'élaboration du PSN 2023-2026, le pays s'est aligné sur sa capacité de mobilisation des ressources internes et externes. Ainsi le taux de mobilisation des ressources en 2023 est de 99% par rapport au PO 2023 et de 95% par rapport aux prévision du PSN 2023-2026 dans le compte de l'année 2023.

Depuis 2021, le pays a montré une bonne capacité de mobilisation de ressources mais surtout a amélioré sa capacité d'absorption des ressources à travers le ciblage des activités stratégiques. Les dépenses proviennent principalement des entités de financement de l'extérieur (**85,6%**), notamment du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ; les fonds domestiques représentant **14.4%** des dépenses.

L'élaboration du PSN 2023-2026 s'est aligné sur les financements annoncés par les partenaires et sur la capacité de mobilisation des ressources du Togo.

3.11. Options de financement pour le PSN

A la suite de la revue à mi parcours du PSN 2021-2025, le pays a élaboré un nouveau Plan Stratégique basé sur des évidences de programmes, mais aussi et surtout sur les ressources qui peuvent être disponibles pour mettre en œuvre les activités. Ceci s'est reflété par la mobilisation des ressources à 99% quand on prend en compte le Plan Opérationnel de l'année 2023. Le pays a misé sur les financements du GC7, et du PEPFAR qui vont jusqu'à 2026.

4. Conclusion et recommandations

4.1. Conclusion

Le processus d'élaboration du rapport sur l'estimation des ressources et dépenses liées au VIH/Sida en 2023 au Togo s'est fait de façon participative et inclusive avec l'ensemble des parties prenantes de la riposte nationale.

Pour le compte de cette année 2023, les ressources mobilisées et dépensées s'élèvent à **25 184 643 343 FCFA (Vingt-cinq milliards cent quatre-vingt-quatre mille six cent quarante mille trois cent quarante-trois francs) FCFA**. Ce qui correspond à un accroissement des financement de 18% par rapport à l'année 2022. Ce qui montre une bonne dynamique de mobilisation de ressources depuis trois ans avec les deux principaux partenaires financiers que sont le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et le programme PEPFAR.

Les fonds domestiques représentent **14,42%** des financements (**3 631 867 244 FCFA**).

On note aussi une dynamique à la hausse des ressources du gouvernement togolais avec une augmentation de 47% des dépenses consacrés à l'achat des intrants médicaux et des médicaments antirétroviraux

La population Togolaise étant de **8 300 000** habitants en 2023, le montant moyen par habitant dans les dépenses consacrées au VIH est de 2 551 FCFA/Hbt

Les dépenses engagées sont dominées par les fonds internationaux (**85,6%**). Ce qui montre que la lutte contre le VIH/sida reste dépendante des fonds extérieurs.

Les résultats des différents REDES de 2023 comme ceux des années antérieures montrent un bon alignement des financements sur les politiques et priorités nationales ; ce qui constitue un gage pour l'atteinte des objectifs programmatiques nationaux.

4.1Défis

Les principaux défis à relever au cours de la mise en œuvre du nouveau Plan Stratégique 2023-2026 sont :

- La pérennisation des financements de la lutte contre le VIH à moyen termes dans le contexte de diminution progressive des ressources au niveau international et national
- La mobilisation accrue des ressources additionnelles domestiques pour assurer la pérennité des interventions et accélérer la réponse nationale dans le cadre de l'accès universel aux soins ;
- Le renforcement des capacités des principaux acteurs pour augmenter significativement la consommation des financements disponibles à tous les niveaux.

4.2. Perspectives

- Le nouveau financement du Fonds Mondial pour la période 2024-2026 est une opportunité pour le pays ;
- La mise en œuvre du projet PEPFAR va permettre au pays d'avoir des ressources financières supplémentaires dans la réponse nationale.
- La politique de couverture sanitaire universelle et la politique de la protection sociale déployée progressivement par le gouvernement constituent une opportunité pour couvrir certaines interventions clés de la lutte contre le VIH

Recommandations

A l'endroit du SP/CNLS-IST

- Continuer le plaidoyer auprès du gouvernement et des partenaires techniques et financiers afin qu'ils continuent leurs appuis pour les interventions à haut impact ;
- Orienter la mobilisation des ressources pour un financement durable, transparent, responsable et harmonisé dans un contexte de recherche d'une couverture de santé universelle ;
- Améliorer la capacité et les systèmes de gestion financière ;
- Sensibiliser et développer le plaidoyer auprès des structures techniques détentrices des données pour rendre disponibles les rapports (données).

A l'endroit des acteurs de mise en œuvre

- Continuer par améliorer le taux d'absorption des financements mobilisés et mis à leurs dispositions ;
- Améliorer le rapportage des données financières.

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- Aligner leurs financements sur les priorités nationales et les cibles prioritaires retenues dans le PSN 2023-2026 ;
- Informer le SP/CNLS-IST sur les différents financements des acteurs de mise en œuvre afin de faciliter une meilleure coordination.

Liste des structures ayant fournies les données

Institution	entité de fin.	acheteur	fournisseur
2AVIE	X	X	X
2RCMS	X	X	X
3ASC			X
A.S.I TOGO	X	X	X
AAE (ADO-AVANCE ENSEMBLE)	X	X	
AAEC	X	X	X
ACARD SANTE PLUS		X	
ACDEP	X	X	X
ACDIC	X	X	X
ACS	X	X	X
ACTION MEDEOR	X		
ADESCO	X	X	X
ADIEJ	X	X	X
ADS		X	
ADS-TOGO	X	X	X
AEC	X	X	X
AED	X	X	X
AFAZ			X
AFVA	X	X	X
AGIR/SSR	X		
AIDE.R	X	X	X
AIDSS			X
AIDSS MANGO			X
AIDSS TSEVIE	X	X	X
AIDSS-MANGO	X	X	X
AIESEC KARA	X	X	X
AJT			X
AKARALE	X	X	X
ALMA	X	X	X
ALTER SANTE	X	X	
AMACACH		X	X
AMC	X	X	X
ANRS	X		
AOJA3E3S	X	X	X
APAS			X
APEB		X	X
APMED	X	X	X
ARADD	X	X	X
ASDEF	X	X	X
ASDI	X		
ASFECDI	X	X	X

Institution	entité de fin.	acheteur	fournisseur
ASFESS	X	X	X
ASPROFEM	X	X	X
ASS ABOUBABA	X	X	X
ASSO-VIE			X
ASSOCIATION ACACIA & NERE	X	X	
ASSOCIATION DE MARSEILLE	X		
ASSOCIATIONS YENDOUBOUAM & MAMINO	X	X	
AST			X
ATAREKAD	X	X	X
ATBEF	X	X	X
ATPDC	X		
AV-JEUNES	X	X	X
AVEDEC	X	X	X
AVLS	X	X	X
CACIT	X		
CAMEG			X
CANADIEN	X		
CAREPS		X	
CARITAS	X		
CCM			X
CDF	X	X	X
CEPIAK			X
CHP ADETA			X
CHP ANIE			X
CHP ASSAHOUN			X
CHP KPALIME			X
CHP NOTSE			X
CHP SOTOUBOUA			X
CHP TSEVIE			X
CHP VOGAN			X
CHR ATAHPAME			X
CHR SOKODE			X
CILS-SIDA			X
CILSIDA	X	X	
CLUB SERVICE SOROPTIMIST	X		
CMS KOULOIARE	X	X	X
CNLS		X	X
COALITION PLUS	X		
COMINTES	X	X	X
COMMISSION EUROPÉENNE	X		

Institution	entité de fin.	acheteur	fournisseur
CONGREGATION RELIGIEUSE DES SŒURS HOSPITALIERES, DONATEURS DU NORD	x	x	
CONSTRUIRE ENSEMBLE	x	x	x
CREUSET TOGO	x	x	x
CREUSET TPOGO		x	
CRIPS-TOGO			x
CROIX-ROUGE TOGOLAISE / KARA	x	x	x
CRT			x
CRT-K			x
CUPIDON		x	x
DHAPP	x		
DIMENSION HUMAINE	x	x	x
DONATION	x		
DPS ANEHO			x
DPS ASSOLI			x
DPS AVE			x
DPS BAS MONO			x
DPS BASSAR		x	x
DPS BINAH			x
DPS BUREAU DRS PLATEAUX			x
DPS CINKASSE			x
DPS DANKPEN			x
DPS KERAN			x
DPS KOZAH			x
DPS KPENDJAL			x
DPS KPENDJAL OUEST			x
DPS OTI			x
DPS OTI SUD			x
DPS TANDJOIARE			x
DPS VO			x
DPS WAWA			x
DPS YOTO			x
DPS ZIO			x
DRS CENTRALE			x
DRS GL			x
DRS KARA			x
DRS MARITIME			x
DRS SAVANES			x
DÉFI ET DÉVELOPPEMENT	x	x	x
E2V	x	x	x
EDM	x	x	
EFFORTS DES PVVIH			x

Institution	entité de fin.	acheteur	fournisseur
EGIDES	X	X	
ENDA SANTE	X	X	
EPIC		X	
EPIC - KPIF/USAID	X		
EPV	X	X	X
ESPACE ARCHITECTURE	X		
ESPOIR VIE TOGO FRANCE	X	X	
ETAT	X	X	
ETAT TOOLAIS	X		
EVT	X	X	X
EVT/RC			X
FAJ	X	X	X
FAMME			X
FAMME KARA			X
FCT		X	
FDF	X	X	
FED	X	X	X
FHI 360	X	X	X
FHI360		X	X
FHI361		X	
FMM	X		
FNUAP	X		
FOND MONDIAL	X		
FONDACIO	X	X	
FONDACTION DE FRANCE	X		
FONDATION DE FRANCE	X	X	
FONDATION DE FRANCE (FDF)	X		
FONDS MONDIAL	X		
FONDS DES MENAGES	X		
FRIENDINDEED		X	
FTO	X	X	X
FUCEC-TOGO	X		
GAC	X		
GCCST	X	X	X
GIZ	X	X	
FONDS ALLEMENDS	X		
GRASEPOPULATION			X
GSS HEALTH	X		
HANDICAP INTERNATIONAL	X		
HSP KOUVE	X	X	X
IAU-TOGO	X	X	X
INITIATIVE 5%	X		

Institution	entité de fin.	acheteur	fournisseur
IPPF	x		
JADE-POUR LA VIE			x
JADIS	x	x	x
JKSDS		x	x
JMAH	x	x	x
JVS	x	x	x
KINDER MISSIONSWERK 'DIE STERNSINGER'	x		
KIRA/BMZ	x	x	
KMW	x	x	
LAAFIE-TIE-DJEN	x	x	x
MEN'S	x	x	x
MILLENIUM FRIEND	x	x	x
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE		x	x
MINISTERE DE LA SANTE		x	x
MSS		x	
NOUVELLE ELITE	x	x	x
OCAL		x	
OCDI	x		
OCDI CARITAS - TOGO		x	
ODEAH	x	x	x
ODEAH FARNCE	x	x	
ODHI	x	x	x
ODIAE			x
ODJOUGBO	x	x	x
ODPE	x	x	x
OMS	x	x	x
ONG A.C	x	x	x
ONG ATPDC		x	x
ONG CARD	x	x	x
ONG CAV	x	x	x
ONG MECAP FR TOGO	x	x	x
ONG TETELESTAI-TOGO	x	x	x
ONG:A,C	x		
ONUSIDA	x	x	x
OOAS (ORGANISATION OUEST AFRICAINE DE LA SANTÉ)	x	x	
PAFED	x	x	x
PAIN POUR LE MONDE	x		
PAL(PORT AUTONOME DE LOMÉ)	x		
PARTENAIRE	x		
PLAFORME NATIONALE		x	
PLAN INTERNATIONAL TOGO		x	

Institution	entité de fin.	acheteur	fournisseur
PLAN TOGO		X	
PLATEFORME DES OSC VIH	X		
PNLS			X
PNUD	X	X	
POLY ATAHPAME			X
PPLM	X		
PSAS	X	X	X
RADAR	X	X	X
RAOTARY CLUB	X		
RAPAA	X	X	X
RAS+ TOGO		X	X
SAD	X	X	X
SANTE INTEGREE	X		
SAR-AFRIQUE	X	X	X
SAVOIR	X	X	X
SECRETARIAT GENERAL DU GVMF (SGG)		X	
SET	X	X	X
SIDACTION	X	X	
SOLIDARITE SIDA	X	X	
SOS VITA			X
SP/CCM		X	
SP/CNLS-IST		X	X
SYNERGIA	X	X	
UGP			X
UNFPA	X	X	X
UNICEF	X	X	
UNION EUROPEENNE	X		
UNPFA	X		
UONGTO			X
USAID	X		
VEF	X	X	X
YOUTH IN ACTION (Y.A)	X	X	